

rapport annuel

2010 2011

GROUPE DIFFUSION PLUS



sommaire

- 3 le message du président
- 4 les chiffres clés
- 6 nos services
- 8 le marché
- 10 les évènements marquants
- 11 organigramme
- 12 attestation du responsable du rapport annuel
- 13 sommaire cahier financier**
- 88 sommaire rapports et informations**
- 100 ordre du jour et texte des résolutions**

Le message du président



Mesdames, Messieurs,
Chers Actionnaires,

L'exercice 2010.2011 aura été marqué par le sinistre survenu, fin décembre, sur le bâtiment de Diffusion Plus à Saint-Aubin-sur-Gaillon. Par le poids de la neige environ 1000 m² de toiture se sont effondrés sans faire de victime du fait de l'absence de salariés. D'autres parties de la charpente ont montré des signes de faiblesse ce qui nous a conduit à étayer une surface de charpente importante. Au moment de clôturer l'exercice un certain nombre d'informations concernant les méthodes de renforcement de la charpente, leurs coûts et le chiffrage des indemnités d'assurance tant sur la partie bâtiment que sur la partie perte d'exploitation étaient inconnues.

Après une baisse de 5,6% en 2009 des dépenses des annonceurs en marketing direct, 2010 a enregistré une légère hausse de 0,4% (source IREP/FRANCE PUB) mais dans un contexte récurrent de pression sur les marges.

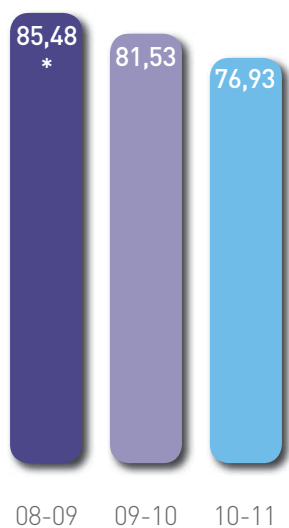
Le marché du courrier de gestion s'est bien tenu, nous avons obtenu deux contrats significatifs en début d'exercice en cours qui commenceront à être produits à partir de septembre. Afin de faire face à cet accroissement d'activité, nous avons agrandi les locaux de Data One de 2 000 m² et renforcé nos moyens de production en impression et mise sous enveloppes.

Malgré cela, le manque de visibilité, lié à la crise économique, sur le marché du marketing direct et de la vente par correspondance ainsi que les produits non-courants enregistrés au cours du dernier exercice clos nous conduisent à anticiper une diminution du résultat net sur l'exercice en cours.

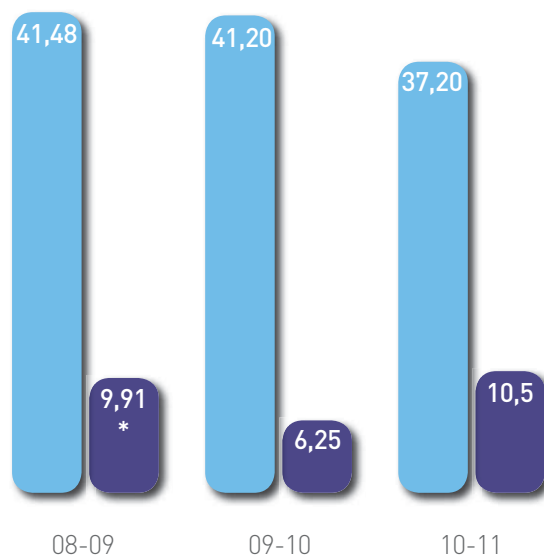
Au nom de Groupe Diffusion Plus, je tiens à vous remercier pour votre confiance.

William Mériel,
Président Directeur Général.

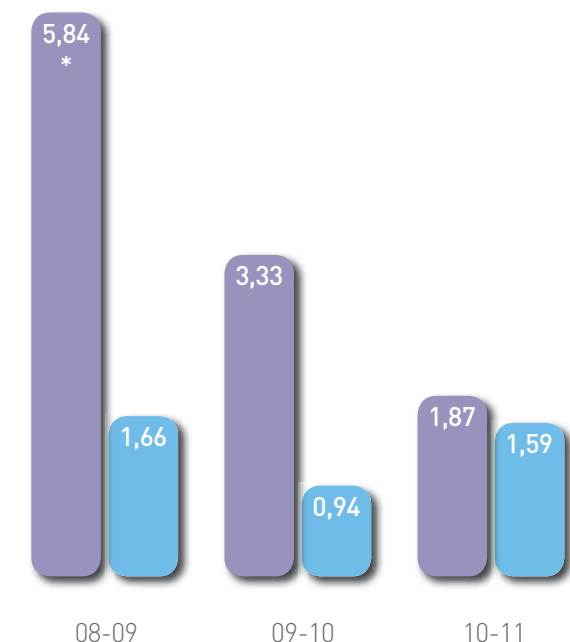
Évolution du chiffre d'affaires
(en M€)



Évolution des capitaux propres
(avant distribution) et des dettes financières nettes
(en M€)



Évolution du résultat d'exploitation
et du résultat net part du Groupe
(en M€)



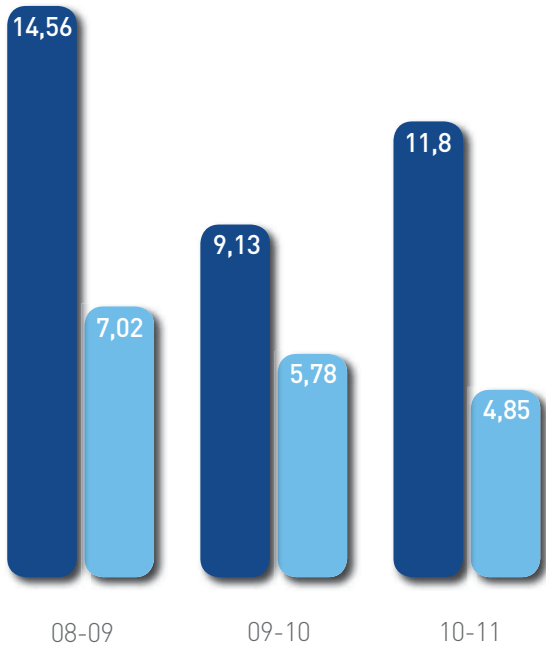
* Hors Mailtec : activité abandonnée.

■ Capitaux propres
■ Dettes financières nettes

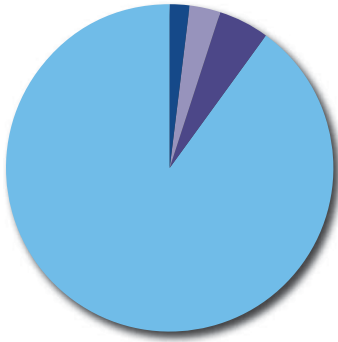
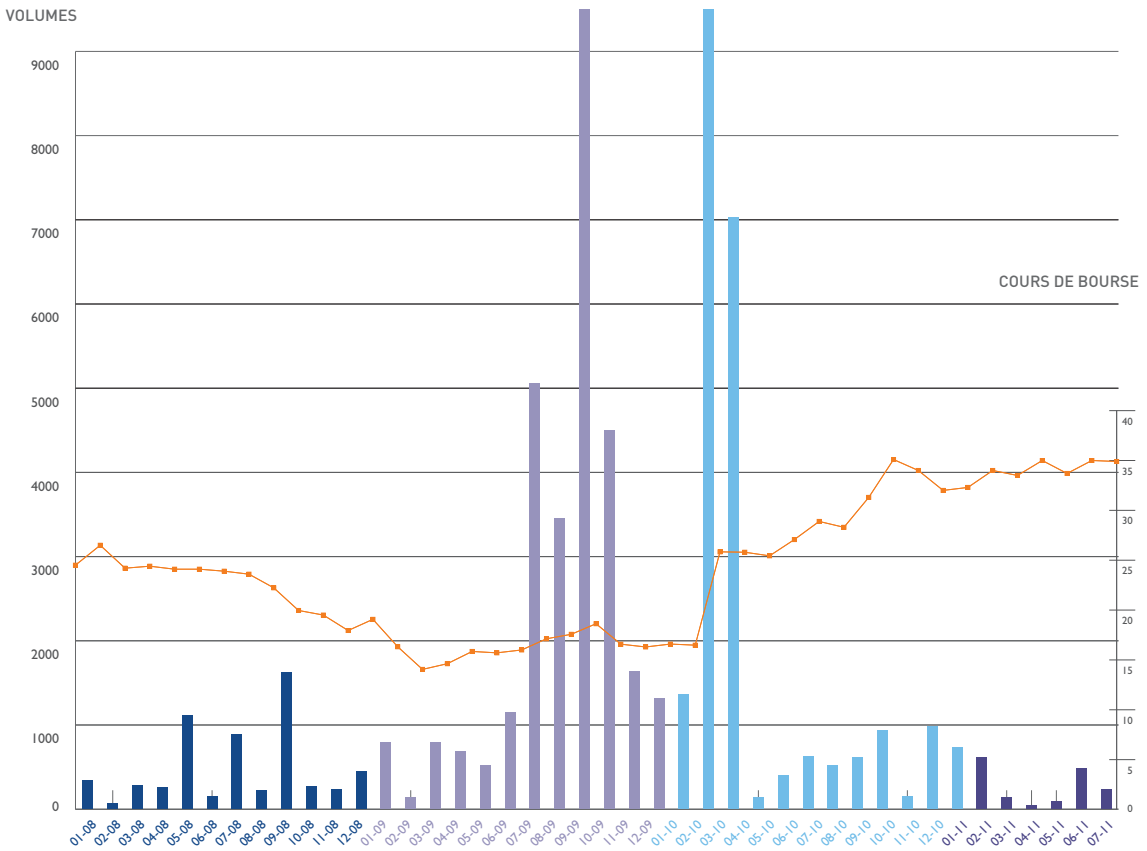
■ Résultat d'exploitation avant non courant
■ Résultat net (part du Groupe)

Évolution du cours de bourse

Évolution de la marge brute d'autofinancement et des investissements nets (flux) (en M€)



- Marge brute d'autofinancement
- Investissements nets (flux)



Répartition de l'actionariat au 29.04.11

- 94,17% Dirigeants
- 5,70% Public
- 0,11% Autocontrôle
- 0,02% Contrat liquidité



L'extension de bâtiment chez Data One...



... 2 000 m² dédiés principalement à l'édition de gestion

Prestataire incontournable dans la logistique de la communication directe, le Groupe Diffusion Plus accompagne les entreprises de vente à distance, les clients utilisant le marketing direct ou les grands donneurs d'ordres en matière d'imprimés de gestion (factures, relevés de comptes...).

Son potentiel de production et ses récents investissements et développements dans les domaines de l'édition de gestion et de l'impression variable en font un interlocuteur majeur proposant un éventail complet de services en direction :

→ **du marketing direct, de la vente à distance ;**

→ **de la gestion de clientèle ;**

Le Groupe Diffusion Plus compte plus de 1000 clients avec lesquels nous entretenons un réel partenariat et notamment les plus grands opérateurs des divers secteurs d'activité :

→ **VPC**
→ **MULTI MÉDIA**
→ **TÉLE ACHAT**
→ **GRANDE DISTRIBUTION**
→ **INDUSTRIE**
→ **SECTEUR PUBLIC (La Poste...)**

→ **TÉLECOMMUNICATION**
→ **BANQUES ET ASSURANCES**
→ **AGENCES DE PUBLICITE**
→ **ASSOCIATIONS**
→ **PRESSE ÉDITION**
→ **ÉNERGIE**

Le marketing direct, la vente à distance

Afin d'optimiser les investissements publicitaires, il est nécessaire de sélectionner des fichiers d'adresses fiables. Ces fichiers sont traités pour permettre l'élimination des doublons et les mettre éventuellement aux normes postales. En fonction de certains critères, et grâce aux bases de données comportementales, le message adressé pourra être personnalisé tant au niveau des textes que des images, de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux probabilités d'achats du consommateur final.

Afin de favoriser l'acte d'achat, nous pouvons coller sur les documents des petits objets (clés de voiture, cartes de fidélité, ...) ou des échantillons (produits de beauté, ...). Les documents doivent ensuite être façonnés (pliage, massicotage, ...) ou assemblés (feuillet, catalogue, ...). Le message est alors prêt à être conditionné sous film ou sous enveloppe.

Par l'intermédiaire de notre filiale Gocad Services, nous offrons une plate-forme de marketing en ligne qui permet aux annonceurs de créer, entre autre, des mailings en ligne produits par le Groupe.

La gestion de clientèle

L'envoi en nombre de factures, de relevés de comptes, nécessite un très haut niveau de sécurisation auquel nous satisfaisons par la mise en place de systèmes automatiques de contrôle assurant aux clients l'intégrité de chaque pli et l'intégralité de l'expédition. La réception des données, le traitement des fichiers, la composition des documents, l'impression et le conditionnement sous enveloppes constituent les étapes préalables à l'expédition.

A chaque étape principale du processus, le client peut avoir accès en temps réel à l'état d'avancement de la production via extranet sécurisé. Enfin, nous pouvons assurer l'archivage électronique des documents qu'il soit sécurisé ou à force probatoire.

Une partie importante des volumes traités tant en marketing direct qu'en gestion de clientèle est expédiée par voie postale. La massification des plis permet d'optimiser les coûts d'affranchissements.



Le marché de la vente par correspondance et du marketing direct s'insère dans celui plus général de la communication.

D'après l'enquête IREP-FRANCE PUB, les dépenses de communication des annonceurs ont atteint 30,65 milliards d'euros en 2010, soit une hausse de 2,9% par rapport à 2009. L'année 2009 avait enregistré une baisse de 8,6%.

Les dépenses en marketing direct se sont élevées à 9,06 milliards d'euros (+0,4%) et représentent 29,6% des dépenses publicitaires. L'achat d'espaces internet et de liens sponsorisés sont en hausse de 8,6%.

Après 4 années de baisse des dépenses des annonceurs en marketing direct (-1,5% en 2006, -2,9% en 2007 et -1,9% en 2008 et -5,6 % en 2009), 2010 enregistre donc une légère progression de 0,4%.

Selon l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) le marché des activités postales en quantités a évolué de la manière suivante entre 2005 et 2009 :

Millions d'objets distribués en France	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2005	2009/2008
Envois de correspondance	16 806	16 540	16 616	16 154	15 346	-8,7%	-5%
Secteur réservé	15 429	13 804	13 789	13 470	12 780	-17,2%	-5,1%
Secteur en concurrence	1 377	2 736	2 827	2 684	2 566	86,3%	-4,4%

Les envois de correspondance sont des envois postaux ne dépassant pas 2kg. Les envois postaux adressés tels que livres, catalogues, journaux ou périodiques ne font pas partie des envois de correspondance. Ils comprennent principalement le courrier des entreprises, la publicité adressée et le courrier des particuliers.

Globalement, les envois de correspondance ont baissé de 8,7% entre 2005 et 2009 et ils ont baissé de 5% entre 2008 et 2009.

La progression des envois de correspondance du secteur en concurrence de 86,3% entre 2005 et 2009 est principalement liée à la libéralisation progressive du secteur postal régie par les directives européennes 2002/39/CE et 2008/6/CE. Transposées en droit français, ces directives ont retenu les 3 étapes suivantes :

→ au 01/01/2003, le secteur réservé (monopole de La Poste) a été limité aux envois de correspondance de moins de 100 grammes et à un prix inférieur à trois fois le tarif de base dans la limite de un euro maximum,

→ au 01/01/2006, la limite poids-prix du monopole postal a été abaissée à 50 grammes et à deux fois et demi le tarif de base,

→ au 01/01/2011, suppression du secteur réservé.

Le trafic industriel des envois en nombre rassemble les envois supérieurs à 400 plis. Ce trafic est traité soit par les émetteurs eux-mêmes soit par des prestataires de services comme les filiales du Groupe Diffusion Plus (source ARCEP).

Évolution

En millions	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2005	2009/2008
Trafic industriel	9 873	9 571	9 701	9 631	9 389	-4,9%	-2,5%
Trafic traités par les émetteurs	4 598	3 820	4 029	3 991	3 773	-17,9%	-5,5%
Trafic externalisé	5 275	5 751	5 672	5 640	5 616	+6,5%	-0,4%
Publicité adressée externalisée	3 759	3 825	3 755	3 691	3 579	-4,8%	-3%
Courrier de gestion externalisé	1 516	1 926	1 917	1 949	2 036	+34,3%	+4,5%
Total Trafic externalisé	5 275	5 751	5 672	5 640	5 616	+6,5%	-0,4%

Le trafic industriel, entre 2005 et 2009, a baissé de 4,9% et de 2,5% entre 2008 et 2009. C'est le trafic traité par les émetteurs qui entraîne cette baisse, -17,9% entre 2005 et 2009 par contre le trafic externalisé, véritable marché du Groupe a progressé de 6,5% sur la même période.

On remarquera qu'à l'intérieur du trafic industriel externalisé les évolutions de la publicité et du courrier de gestion sont en opposition.

La publicité externalisée a baissé de 4,8% entre 2005 et 2009 et de 3% entre 2008 et 2009. Par contre, le courrier de gestion externalisé a progressé respectivement de 34,3% et de 4,5% sur les périodes identiques.

La part de marché du Groupe est donc d'environ 17,4% dans la publicité adressée externalisée et de 9,5% dans le courrier de gestion externalisé.

A la demande de l'ARCEP la société BASIC a remis, en mai 2011 un rapport sur l'activité de routage en France (disponible sur www.arcep.fr).

Les événements marquants

→ **Mai 2010**

Annulation des 186 088 actions détenues par la société suite à l'OPRA représentant 16,86 % du capital.

→ **Octobre 2010**

Cession de la totalité des titres que nous détenions dans la Société Fidback aux animateurs de l'entreprise avec effet au 01/05/2010.

→ **Décembre 2010**

Par le poids de la neige, une partie du toit du bâtiment de Diffusion Plus, situé à Saint-Aubin-sur-Gaillon, s'est effondrée sur 1 000 m² environ. D'autres parties de la charpente ont montré des signes de faiblesse ce qui a nécessité de l'étayer.

Organigramme du Groupe au 30.04.11

SA GROUPE DIFFUSION PLUS

au capital de 1 513 894,80 euros.

100 % → SAS DIFFUSION PLUS

Au capital de 1 032 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers VPC et marketing direct.

5 % → SAS DINEXIS

Au capital de 1 552 630 euros.

Logistique de vente à distance.

100 % → SAS ÉMISSAIRES

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers VPC et marketing direct.

100 % → SARL DATA ONE

Au capital de 1 300 000 euros.

Impression et personnalisation. Edition, conditionnement et expédition de courriers de gestion.

100 % → SAS NORD SOUS FILM

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers VPC et marketing direct.

100 % → SAS LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

Travaux manuels et colisage.

60 % → SAS REGROUP'EURE

Au capital de 100 000 euros.

Massification de courriers VPC, marketing direct et gestion. Optimisation des frais d'affranchissement.

100 % → REGROUP'NORD

Au capital de 100 000 euros.

Massification de courriers VPC, marketing direct et gestion. Optimisation des frais d'affranchissement.

55 % → SL MAILTEC DIFUSIÒN

Au capital de 420 700 euros.

En cours de dissolution

51 % → SAS GOCAD SERVICES

Au capital de 120 000 euros.

Développement, commercialisation d'une plate-forme de marketing en ligne.

100 % → SCI LA GROSSE REMISE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

100 % → SCI ESPACE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

100 % → SCI PROVENCE

Terrain utilisé par Émissaires.

99,8 % → SCI LES SPIRÉES

Locaux et bureaux utilisés par Groupe Diffusion Plus et Diffusion Plus.

99,8 % → SCI POUR L'EUROPE

Terrain utilisé par Dinexis.

19,97 % → SA TRAGEM ONE*

Au capital de 300 000 dirhams.

Prestations informatiques en éditique de gestion et en marketing direct.

19,62 % → SA TAGG INFORMATIQUE*

Au capital de 3 312 920 euros.

Impression et personnalisation. Edition, conditionnement et expédition de courriers de gestion.

7 % → SARL BDM PLUS*

Au capital de 35 000 euros.

Conseil en communication directe.

* Sociétés non consolidées.

attestation du responsable du rapport annuel

Organes de Direction

Président Directeur Général

→ William Mériel

Directeurs Généraux Délégués

→ Daniel Ferrand

→ Philippe Miserey

Conseil d'Administration

→ William Mériel

→ Mauricette Mériel

→ Philippe Miserey

Comité de Direction

→ William Mériel, Président Directeur Général

→ Monique Gougeon, Directrice La Parisienne de Routage

→ Daniel Ferrand, Directeur Général Délégué

→ Philippe Miserey, Directeur Général Délégué

→ Frédéric Goy, Directeur Général Adjoint Diffusion Plus

→ Frédéric Louineau, Directeur Gestion Clients Data One

→ Michel Landry, Directeur Émissaires

→ Stéphane Pierre, Directeur Général Gocad Services

→ Loïc Lefebvre, Directeur du Développement Groupe

Responsable du rapport annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant page 16 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

William Mériel

Président Directeur Général

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

→ SCOGEX 20 Rue de Verdun 27000 EVREUX

→ MAZARS 53 Rue Louis Pasteur 76135 MONT SAINT AIGNAN CEDEX

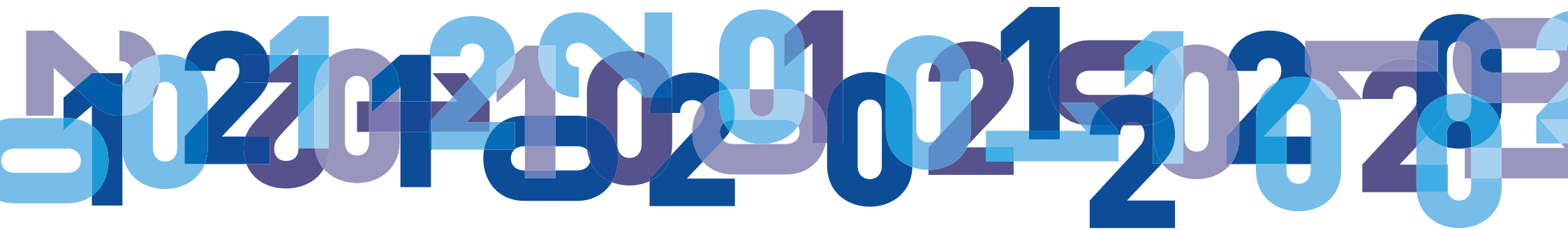
Responsables de l'information

→ GROUPE DIFFUSION PLUS - Philippe Miserey - pmiserey@diffusionplus.net

→ ASSET COM - Laurence Costes - lcostes@assetcom.fr

sommaire cahier financier

- 16 sommaire rapport de gestion
- 25 comptes consolidés
- 28 tableau des flux de trésorerie
- 29 tableau de variation des capitaux propres consolidés
- 30 annexe aux comptes consolidés
- 57 rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
- 58 comptes sociaux
- 61 annexe aux comptes sociaux
- 74 tableau des résultats financiers
- 75 rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux
- 77 rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées



sommaire rapport de gestion

- 16 activité du groupe consolidé
- 17 activité de la société mère
- 18 activité des filiales
- 20 prises de participation
- 20 cession de participation
- 20 activité en matière de recherche et développement
- 20 principaux risques et incertitudes
- 22 montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices
- 22 montant des dépenses et des charges non déductibles du résultat imposable
- 22 délai de paiement des fournisseurs
- 22 opérations sur le capital
- 22 actionnariat
- 22 programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 27.10.2010
- 22 descriptif du programme de rachat d'actions soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 25.10.2011
- 23 réduction du capital social par annulation des actions acquises autorisée par l'assemblée générale du 27.10.2010
- 23 nouvelle autorisation de réduction du capital social soumise à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 25.10.2011
- 23 opérations sur titres des dirigeants
- 24 rémunération des mandataires sociaux
- 24 actionnariat salarié
- 25 état des mandats et fonctions des mandataires sociaux au 30.04.2011
- 27 honoraires des commissaires aux comptes
- 27 évolutions récentes et perspectives

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément aux dispositions de la loi et de nos statuts, afin de vous rendre compte de l'activité de notre société et vous soumettre, pour approbation, les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2011, et l'affectation du résultat.

I - L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE

Cet exercice a été marqué par :

- Le sinistre survenu, fin décembre, sur le bâtiment de Diffusion Plus à Saint-Aubin-sur-Gaillon. Par le poids de la neige environ 1000 m² de toiture se sont effondrés sans faire de victime du fait de l'absence de salariés. D'autres parties de la charpente ont montré des signes de faiblesse ce qui nous a conduit à étayer une surface de charpente importante. Au moment de clore l'exercice un certain nombre d'informations concernant les méthodes de renforcement de la charpente, leur coût et le chiffrage des indemnités d'assurance tant sur la partie bâtiment que sur la perte d'exploitation étaient inconnues.
- la contraction des marchés du marketing direct et de la vente par correspondance accompagnée d'une pression sur les prix de vente.
- la bonne tenue du marché de la gestion de clientèle.

1 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2010-2011 s'est élevé à 76,93 M€ contre 81,53 M€ au cours de l'exercice précédent. Il enregistre une baisse de 5,6%. A périmètre constant la baisse du chiffre d'affaires se limite à 2,6%.

A périmètre constant, sur l'ensemble de nos activités (hors tri pour compte de tiers), nous avons traité 0,96 milliard d'objets qui se répartissent comme suit :

(millions d'exemplaires)	09.10	10.11
Mailings (Postimpact - Tempost MD - Catalogues)	661,6	621,5
Lettres	188,6	193,8
<i>dont contenu imprimé dans le Groupe</i>	<i>(173,6)</i>	<i>(175,3)</i>
Divers (ISA...)	110,7	143,7
TOTAUX	960,9	959,1

2 - Résultats

Le résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs et restructuration passe de 3,32M€ sur l'exercice précédent à 1,87 M€ au 30.04.2011. La baisse des prix de vente sur le marché du marketing direct et sur le marché de la vente par correspondance n'a pu être suffisamment compensée par les gains de productivité. La contribution de notre filiale Data One a été très inférieure à l'exercice précédent.

La sous-traitance progresse de 7,7% pour atteindre 5,4 M€ du fait, principalement, des conséquences du sinistre de Diffusion Plus et du développement des dépôts de courriers à l'international.

Les frais de personnel intérimaire augmentent de 10% et s'élèvent à 6,1 M€ compte tenu de la réduction d'effectifs dans certaines filiales et de variation d'activité plus forte chez Data One.

Les honoraires baissent de 33,9 % (1,3 M€).

Les frais de personnel régressent de 7,8%. Sur l'exercice précédent les frais de personnel tenaient compte de la participation des salariés aux bénéficiaires de notre filiale Diffusion Plus qui s'était élevée, exceptionnellement à 1,12 M€ du fait principalement du traitement fiscal relatif à l'échéance du crédit bail immobilier de l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon. Les postes salaires et traitements ainsi que les charges sociales diminuent de 4,1 %.

Les amortissements s'élèvent à 8,79 M€ (8,63 M€ au 30.04.10). Les provisions sur immobilisations sont de 0,05 M€ contre 0,98 M€ sur l'exercice précédent. Les dépréciations et provisions sont de 0,58 M€ contre 0,52 M€ sur l'exercice précédent. Au total les amortissements, dépréciations et provisions, pour 9,4 M€, régressent de 6,9 %.

Les autres produits et charges non courants passent de -0,74 M€ au 30.04.2010 à +1,26 M€ sur le dernier exercice. Il enregistre une reprise de provision de 0,5 M€ passée sur l'exercice précédent et un produit net de 0,76 M€ lié au sinistre de Diffusion Plus, principalement constitué par des indemnités d'assurance sur le matériel .

Le coût financier baisse de 30,8 % pour atteindre 0,70 M€.

Le résultat avant impôts s'inscrit à 2,44 M€ contre 1,58 M€ au 30.04.10.

Le résultat net part du groupe est de 1,59 M€. A la clôture de l'exercice précédent il était de 0,94 M€.

3 - Investissements

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements se sont élevés à 4,85 M€ dont 5,86 M€ d'acquisition d'immobilisations.

Les investissements principaux concernaient l'acquisition de matériels de mise sous enveloppes et d'impression numérique pour Data One .

4 - Structure financière

Les capitaux propres passent de 41,20 M€ à 37,20 M€. L'acquisition de 186.088 actions, en mai 2010, dans le cadre de l'OPRA a eu pour conséquence de diminuer les capitaux propres et la trésorerie de 4,84 M€ (ces titres ont été annulés le 17.05.2010). L'acquisition en mai 2011 (postérieurement à la clôture du dernier exercice) de 40.625 actions de la société dans le cadre du programme de rachat d'actions à la Financière de l'Échiquier aura pour conséquence de diminuer les capitaux propres et la trésorerie de 1,42 M€.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long termes s'élèvent à 15,48M€, ils ont baissé de 2,25 M€ par rapport au 30.04.10.

Les dettes financières nettes (emprunts et dettes financières moins la trésorerie) représentent 10,53 M€ contre 6,25 M€ à la clôture de l'exercice précédent.

5 - Effectif moyen du personnel permanent

	30.04.11	30.04.10
Diffusion Plus	441	469
Data One	164	149
Émissaires	71	79
La Parisienne de Routage	35	39
Nord Sous Film	34	41
Gocad Services	29	25
Regroup'Eure	17	17
Fidback		16
Groupe Diffusion Plus	15	15
Regroup'Nord	3	3
EFFECTIF TOTAUX	809	852

II - L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société Groupe Diffusion Plus gère ses participations. Elle réalise des prestations de services pour ses filiales et perçoit des loyers.

Les produits d'exploitation passent de 5,24 M€ à 5,65 M€ au 30.04.11.
Les reprises sur provisions sont de 0,55 M€ contre 0,20 M€ au 30.04.10.

Le chiffre d'affaires de la société mère est de 5,04 M€. Il est en hausse de 0,9 % par rapport à l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation représentent 4,65 M€ contre 5,27 M€ au 30.04.10.
Les charges externes sont stables. Elles s'élèvent à 2,02 M€.
Les charges de personnel sont également stables à 2,08 M€.
Les dotations aux amortissements diminuent de 9,1% pour représenter 0,30 M€.
Les provisions d'exploitation passent de 0,57 M€ au 30.04.10 (dont 0,5 M€ repris sur le dernier exercice clos) à 0,05 M€ au 30.04.11.

Le résultat d'exploitation est positif de 1,00 M€. Au 30.04.2010 il était négatif de 0,03 M€.

Le résultat financier était positif de 3,18 M€ au 30.04.10 :
→ les produits financiers de participation s'élevaient à 1,40 M€. Les dividendes perçus étaient de 1,18 M€.
→ les reprises sur provisions financières étaient de 1,85 M€, dont 1,43 M€ de reprises sur créances Regroup'Eure et Regroup'Nord et 0,42 M€ sur créances Dinexis. En

contre partie nous avons consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune en faveur de Regroup'Eure à hauteur de 2,00 M€ et de 0,42 M€ pour Dinexis qui se trouvaient en charges exceptionnelles.

Le résultat financier au 30.04.11 est de 0,83 M€ dont 0,73 M€ de dividendes encaissés.

Le résultat exceptionnel était négatif de 0,55 M€ au 30.04.10 :
→ le retour à meilleure fortune était de 3,00 M€ sur Data One et de 0,11 M€ sur Nord sous Film.
→ comme évoqué plus haut nous avons consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune pour 2,00 M€ en faveur de Regroup'Eure, 0,52 M€ en faveur de Nord sous Film et 0,76 M€ en faveur de Gocad et 0,42 M€ en faveur de Dinexis.

Le résultat exceptionnel au 30.04.11 est négatif de 0,25 M€ :
→ les retours à meilleure fortune venant de Data One, Nord sous Film et Gocad Services sont respectivement de 1,32 M€, 0,15 M€ et 0,02 M€ (deuxième semestre) ce qui représente un total de 1,49 M€.
→ les abandons de créances avec retour à meilleure fortune ont été de 1,16 M€ pour Regroup'Eure, 0,29 M€ pour Gocad Services (premier semestre), 0,22 M€ pour La Parisienne de Routage et de 0,05 M€ pour Émissaires soit un total de 1,72 M€.

Compte tenu de l'intégration fiscale avec certaines filiales, des déductions et réintégrations diverses l'impôt société est négatif de 0,07 M€.

Le résultat net est de 1,65 M€. Sur l'exercice précédent, il était de 2,28 M€.

Les capitaux propres, avant répartition s'élèvent à 11,09 M€ contre 15,29 M€ au 30.04.10.

L'annulation des 186.088 actions acquises dans le cadre de l'OPRA de mai 2010 a eu pour conséquence de réduire les capitaux propres de 4,84 M€.

Les emprunts et dettes financières moins la trésorerie passent de -1,52 M€ à +3,98 M€.

Un dividende de 1,00 euro sera proposé à l'Assemblée Générale.

III - INFORMATIONS SOCIALES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

L'effectif de la société (dirigeants inclus) en début d'exercice était de 20 salariés. En fin d'exercice l'effectif est de 19 salariés.

Nous avons eu recours à l'intérim à hauteur de 285 heures.

La durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaires ou 218 jours de travail par an pour certains cadres.

L'absentéisme a représenté 108 jours dont 19 pour maladie et 85 pour congés maternité.

Aucun accord collectif n'a été signé dans l'entreprise.

Des formations ont été organisées concernant, principalement, les ressources humaines et la comptabilité. La société n'emploie aucun salarié à temps partiel ni de personnel handicapé.

IV - ACTIVITÉ DES FILIALES

1 - Diffusion Plus

L'exercice aura été marqué par le sinistre partiel survenu fin décembre 2010 dans l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon. Consécutivement au poids de la neige une partie de la toiture de l'atelier façonnage s'est effondrée et une grande partie du reste de la toiture a été fragilisée.

Bien que nous ayons mis en œuvre rapidement des solutions alternatives l'exploitation a été pénalisée.

Le chiffre d'affaires est de 37,24 M€, il baisse de 5,7 % pénalisé par le sinistre et une pression sur les prix de vente.

Les charges d'exploitation diminuent de 4,7 % hors couts liés directement au sinistre (réorganisation des ateliers) qui ont été passés en transfert de charges en attendant l'indemnisation de l'assureur.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1,07M€ (- 26,5 %).

Le résultat financier passe de - 0,07 K€ à - 0,03 K€.

Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 1,02 M€ compte tenu, principalement, de la comptabilisation d'indemnités d'assurance pour 1,04 M€ sur le matériel détruit.

La participation des salariés au bénéfice est nulle compte tenu d'un résultat fiscal négatif :

- la forte participation de l'exercice précédent (1,12 M€) liée au rachat du crédit bail immobilier de l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon est devenue déductible sur le dernier exercice clos.
- les indemnités d'assurances sur le matériel détruit et remplacé ont fait l'objet d'un étalement fiscal à hauteur de 0,55 M€.

→ l'amortissement fiscal de l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon s'est élevé à 0,67 M€

Corrélativement l'impôt société est nul. Sur l'exercice précédent il était de 2,23 M€, le rachat du crédit bail immobilier avait eu pour conséquence d'augmenter le résultat fiscal de 5,70 M€.

Le résultat net est de 2,01 M€. Sur l'exercice précédent il était négatif de 2,11 M€.

La crise économique et les incertitudes qui en découlent nous conduisent à envisager une baisse du résultat d'exploitation sur l'exercice en cours.

La réfection de l'usine suite au sinistre devrait s'effectuer dans l'exercice en cours. La franchise s'élèvera à 10% du montant des travaux.

A ce jour nous n'avons pas connaissance des solutions techniques retenues ni des coûts.

2 - Data One

Le chiffre d'affaires s'élève à 28,08 M€ et diminue de 1,9% par rapport à l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation augmentent de 6,2% pour atteindre 26,94 M€.

On observe une hausse de la sous-traitance (+ 67,8 %) liés au développement des dépôts de courriers à l'international. Les coûts d'intérim progressent également (+ 15,6%) dus à une variation d'activité plus importante et à un rapport des activités impression et mise sous enveloppes plus défavorable que sur l'exercice précédent.

Les frais de personnel progressent de 13,8% principalement du fait du renforcement des effectifs indirects afin de conforter le service rendu aux clients.

Le résultat d'exploitation, qui était de 3,20 M€ sur l'exercice précédent, est positif de 1,32 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,16 M€.

Le résultat exceptionnel est négatif de 1,11 M€, il tient compte du retour à meilleure fortune de 1,32 M€ sur les abandons de créances précédemment consentis par Groupe Diffusion Plus SA.

Le résultat net est nul comme sur l'exercice précédent.

L'exercice en cours devrait dégager un résultat d'exploitation comparable au dernier exercice.

3 - Émissaires

Le chiffre d'affaires passe de 7,96 M€ à 6,94 M€ traduisant une baisse modérée des quantités mais surtout une baisse des prix de vente.

Les charges d'exploitation régressent de 3,0 %.

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,11 M€. Sur l'exercice précédent il était positif de 0,56 M€.

Le résultat exceptionnel de 0,03 M€ tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,05 M€ de la part de Groupe Diffusion Plus SA.

Le résultat net est négatif à hauteur de 0,08 M€.

L'exercice en cours devrait permettre de dégager un résultat d'exploitation positif.

4 - la Parisienne de Routage

Le chiffre d'affaires diminue de 23,5% pour atteindre 3,29 M€ compte tenu d'une baisse des prix de vente et d'un affaiblissement des volumes.

Les charges d'exploitation baissent de 14,9 %.

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,23 M€ euros.

Le résultat exceptionnel est positif de 0,26 M€. Il tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,22 M€.

Le résultat net est positif 0,02 M€.

L'exercice en cours devrait permettre un retour à l'équilibre d'exploitation.

5 - Gocad Services

Le chiffre d'affaires est de 5,55 M€ (+44,7%) du fait du développement du nombre de clients.

Les charges d'exploitation augmentent de 28,9%.

Le développement important de l'activité et la maîtrise des charges d'exploitation conduisent à une réduction significative de la perte d'exploitation qui passe de 0,64 M€ à 0,26 M€. Au cours du deuxième semestre du dernier exercice le résultat d'exploitation était légèrement positif.

Le résultat exceptionnel est positif de 0,27 M€ et enregistre les abandons de créances

avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA à hauteur de 0,29 M€ contre 0,76 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est nul.

Nous anticipons un développement de l'activité et un résultat d'exploitation positif sur l'exercice en cours.

6 - Nord sous Film

Le chiffre d'affaires est de 2,20 M€ (+13,6%).

Les charges d'exploitation sont en baisse de 2,1%.

Le résultat d'exploitation qui était négatif à hauteur de 0,16 M€ sur l'exercice précédent devient positif de 0,17 M€.

Le résultat exceptionnel est négatif de 0,15 M€. Il tient compte d'un retour à meilleure fortune sur un abandon de créances de Groupe Diffusion Plus SA pour un montant de 0,15 M€.

Le résultat net est nul.

Sur l'exercice en cours nous anticipons un résultat d'exploitation semblable à celui du dernier exercice clos.

7 - Regroup'Eure

L'exercice clos le 30.04.11 ayant une durée de 12 mois et l'exercice précédent une durée de 6 mois, toute comparaison sur l'évolution de la société doit être à nuancer en conséquence.

Le chiffre d'affaires atteint 1,34 M€. Il progresse de 4,1% par rapport à l'exercice précédent annualisé.

La perte d'exploitation s'élève à 0,49 M€. Sur les 6 mois de l'exercice précédent elle était de 0,22 M€

Le résultat exceptionnel positif de 0,80 M€ enregistre un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA pour 1,16 M€ et un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Regroup'Eure en faveur de sa filiale Regroup'Nord pour 0,36 M€.

Le résultat net est positif de 0,27 M€

Compte tenu des perspectives commerciales sur l'exercice en cours, nous envisageons une perte d'exploitation en diminution significative.

Afin d'augmenter les capitaux propres de Regroup'Nord, Groupe Diffusion Plus SA a consenti, en faveur de Regroup'Eure, un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,44 M€ au 31.08.11 ce qui a permis un abandon de créances de Regroup'Eure à Regroup'Nord de 0,26 M€ à la même date.

8 - Regroup'Nord

L'exercice clos le 30.04.11 ayant une durée de 12 mois et l'exercice précédent une durée de 6 mois, toute comparaison sur l'évolution de la société doit être à nuancer en conséquence.

Le chiffre d'affaires est de 0,49 M€. Il progresse de 13,4 % par rapport à l'exercice précédent annualisé.

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,31 M€. Sur les six mois de l'exercice précédent il était négatif de 0,14 M€.

Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 0,36 M€. Il tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Regroup'Eure de 0,36 M€.

Le résultat net est positif de 0,05 M€. L'exercice en cours devrait permettre une diminution de la perte d'exploitation.

Afin d'augmenter les capitaux propres, Regroup'Eure a procédé à un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,26 M€ le 31.08.11.

V - INFORMATIONS DIVERSES SUR LA SOCIETE

1 - Prises de participations au cours de l'exercice 2010-2011

Néant.

2 - Cession de participations au cours de l'exercice 2010-2011

En octobre 2010 nous avons cédé la totalité des actions que nous détenions dans la société Fidback.

3 - Activité du Groupe en matière de recherche et développement

La société Gocad Services développe une plate-forme de marketing en ligne permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau.

4 - Principaux risques et incertitudes

4.1 Risques inhérents à l'activité

→ Cyclicité de l'activité

Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.

En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10 % de l'activité annuelle.

Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9% de l'activité.

Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8% de l'activité.

Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5% de l'activité annuelle.

→ Risque de concurrence

L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.

De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.

Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney-OCE).

L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.

Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.

La Poste compte tenu de sa maîtrise de la distribution du courrier, en l'absence de solutions alternatives, devrait devenir un concurrent très sérieux.

→ Risque réglementaire

A part la libéralisation du marché postal au 1^{er} janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré. Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.

La Poste doit, à compter du 01.10.2011, appliquer la TVA sur son offre hors service universel. Pour nos activités cela concernera le produit Destinéo intégral qui est utilisé pour la majorité des envois de courriers publicitaires. Les clients non récupérateurs de TVA seront donc pénalisés.

Toutefois une nouvelle offre entrant dans le service universel et donc non soumise à la TVA doit permettre d'atténuer cet inconvénient.

→ Risque environnemental

Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement.

Par contre, elle est très utilisatrice de papier.

Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.

→ Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants

A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.

Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox,...) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent (OCE repris par Canon) ou par des fonds (Böwe System repris par Axentum Capital AG et BUHRS repris par Solo Capital NV et Value 8 NV).

4.2 Risques propres au groupe

→ Risques de taux :

La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux. Concernant les emprunts au 30.04.11, nous avons 3,04 M€ d'en-cours indexés sur l'Euribor 3 mois.

→ Risques pays :

L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.

→ Risques de change :

La totalité du chiffre d'affaires et des achats sont libellés en euros.

→ Risques de crédit et de contrepartie :

Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant. La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.

→ Risques clients :

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 8,7 % du chiffre d'affaires consolidé. Les dix premiers clients représentent 31,5%.

Le Groupe n'a pas souscrit de contrat d'assurance spécifique.

→ Risques juridiques :

Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

→ Risques de liquidités :

Au 30.04.11, la dette financière s'élève à 15,48 M€ dont 14,65 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit.

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,24 M€.

Le Groupe n'a pas mobilisé son poste client au cours du dernier exercice.

Au 30.04.11, la trésorerie s'élève à 4,95 M€.

La marge brute d'autofinancement est de 11,81 M€.

→ Risques sur actions :

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

4.3 Assurances

Les sociétés Diffusion Plus et Data One bénéficient de contrats d'assurances propres. Les autres sociétés bénéficient d'un contrat d'assurance groupe. L'ensemble de ces contrats est souscrit auprès de la compagnie Allianz.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

→ multirisques (matériels, marchandises, bâtiments)

→ responsabilité civile exploitation

→ responsabilité civile professionnelle

→ perte d'exploitation

→ responsabilité des dirigeants

→ déplacements professionnels et automobiles

Concernant plus particulièrement Diffusion Plus, son contrat d'assurances multirisques inclus :

→ les bâtiments pour une valeur de 31.151.335 euros avec une franchise de 10% en valeur à neuf,

→ le mobilier et les matériels pour une valeur de 44.542.765 euros avec une franchise de 10% en valeur à neuf,

→ la perte d'exploitation de 23.820.691 euros avec une franchise de 3 jours ouvrés et une durée d'indemnisation de 12 mois,

→ les marchandises et travaux en cours pour 8.971.783 euros.

Le sinistre subi par Diffusion Plus en décembre 2010 est partiel.

5 - Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices

Nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Eligible à l'abattement	Revenu réel
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2008 - 2009	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2009 - 2010	917 512	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, est reclassée en réserve facultative; Il en est de même pour les actions détenues par le contrat de liquidité.

6 - Montant des dépenses et des charges non déductibles du résultat imposable

Le montant des dépenses et des charges non-déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des impôts s'élève à 21.687 euros et celui de l'impôt correspondant s'élève à 7.228 euros.

7 - Délais de paiement des fournisseurs

Dates d'échéance	Solde au 30.04.11 (TTC)	Solde au 30.04.10 (TTC)
0 à 30 jours	312 084 €	375 814 €
31 à 60 jours	74 851 €	8 965 €
61 à 90 jours	220 €	783 €
Au-delà de 90 jours <i>dont litiges</i>	1 083 € 837 €	1 045 € 837 €
Factures non parvenues	146 889 €	152 729 €
TOTAUX	535 129 €	539 336 €

8 - Opérations sur le capital

→ **04.11.09 :**

Annulation de 120.400 titres d'autocontrôle, représentant 9,84% du capital acquis dans le cadre des programmes de rachats d'actions successifs. Le capital social est ainsi ramené de 2.019.600 euros pour 1.224.000 actions à 1.820.940 euros composé de 1.103.600 actions.

→ **17.05.10 :**

Annulation de 186.088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat, représentant 16,86 % du capital. Le capital social est, depuis cette date, de 1.513.894,80 euros composé de 917.512 actions.

9 - Actionariat

La répartition du capital et des droits de vote s'établit comme suit au 29.04.11.:

	% du capital	% des droits de vote ⁽¹⁾
William Mériel	73,54	74,16
Daniel Ferrand	20,28	22,27
Philippe Miserey	0,33	0,19
Mauricette Mériel	0,02	0,03
Autocontrôle	0,09	
Contrat de liquidité	0,10	
Financière de l'Échiquier (FCP)	4,40	2,60
Public	1,24	0,75
	100	100

⁽¹⁾ Un droit de vote double a été institué par l'Assemblée Générale en date du 27 septembre 1994. Il s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

Au 29.04.11 la totalité des droits de vote exerçables est de 1.550.297 (théoriques = 1.551.509).

10 - Programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 27.10.10

En application de l'article L.225-211 du Code de Commerce nous vous présentons le bilan du dernier programme de rachat :

Nombre de titres composant le capital social au début du programme (27.10.10)	917 512
Nombre de titres auto-détenus au début du programme	906
Opérations réalisées depuis le début du programme jusqu'au 31.08.11	
Nombre de titres achetés	40 733 (cours moyen 35 euros)
Nombre de titres vendus	0
Nombre de titres annulés	0
Nombre de titres détenus au 31.08.11	41 639

11 - Descriptif du programme de rachat d'actions soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 25.10.2011

L'objectif est d'annuler les 41.639 actions auto-détenues au 31.08.11.

Il est demandé à la présente assemblée de reconduire l'autorisation d'acquérir des actions dans les conditions suivantes :

→ prix maximal d'achat par action : 35 euros (hors frais d'acquisition),

- le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 1,5 % du nombre d'actions composant le capital social soit 13.763 actions. L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximal théorique de 481.705 euros sur la base d'un prix maximal de 35 euros par action,
- la présente autorisation a pour objet l'annulation de ces actions.

Cette autorisation est demandée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale du 25.10.11.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente Assemblée Générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 20 avril 2012 et annule la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

12 - Réduction du capital social par annulation des actions acquises autorisée par l'Assemblée Générale du 27.10.2010

L'Assemblée Générale du 27.10.10 a donné au Conseil d'Administration le pouvoir de réduire le capital social de la société dans la limite de 10 % du capital et, ce, jusqu'au 26.10.12. Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2010.2011. Toutefois suite à l'OPRA de mai 2010 et dans ce cadre spécifique le Conseil d'Administration a annulé les 186.088 actions apportées à l'offre.

13 - Autorisation de réduction de capital - Assemblée Générale du 25.10.2011

Une nouvelle autorisation est demandée à l'Assemblée Générale du 25.10.2011. Afin d'améliorer la rentabilité des fonds propres et le résultat net par action, il est demandé à la présente Assemblée Générale d'autoriser, pour une durée de 24 mois, de réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises par la société, elle-même, en application de l'article L.225-209 du Code de Commerce. Le Conseil d'Administration a donc la possibilité de procéder à la réduction de capital dans la limite de 10 % de son montant jusqu'au 24.10.13.

14 - Opérations sur titres des dirigeants (article 223-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Au cours de l'année 2010 aucune opération n'a été effectuée.

15 - Rémunération des mandataires sociaux

Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :

→ **rémunération fixe** : compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;

→ **rémunération variable** : une prime de bilan est octroyée. Directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales, elle est calculée à la clôture ;

→ **avantages en nature** : concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;

→ **stocks options** : il n'a jamais été mis en place de tel plan ;

→ **autres** : les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyance - indemnités de départ à la retraite) ;

→ les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;

→ les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

MERIEL William Président Directeur Général	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	190 800	190 800	190 800	190 800
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	3 796	3 796	7 419	7 419
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAUX	208 085	208 085	211 898	211 898

FERRAND Daniel Directeur Général Délégué	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	19 401	20 043	17 614	19 401
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	5 580	5 580	5 580	5 580
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAUX	203 433	204 075	201 836	203 623

MISEREY Philippe Directeur Général Délégué	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	17 293	19 926	17 412	17 293
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	9 733	9 733	11 362	11 362
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAUX	205 478	208 111	207 416	207 297

16 - Actionnariat salarié

Aucun actionnariat salarié n'a été mis en place dans la société.

17 - Etat des mandats et fonctions des mandataires sociaux au 30.04.11

William Mériel

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Président	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Président	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Président	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20 rue des Marronniers 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Administrateur unique	MAILTEC DIFUSIÒN SL	420 700 €	Riera de Caldes 08800 Vilanova I La Geltru - ESPAGNE	"B61 598 827"
Gérant	DATA ONE SARL	1 300 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 422 165 670
Président	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Président	GOCAD SERVICES SAS	120 000 €	2 avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 479 661 704
Président	REGROUP'EURE SAS	100 000 €	64 rue du 11 novembre 1918 27690 Léry	B 490 884 110
Président	REGROUP'NORD SAS	100 000 €	1 rue de la Croix Bougard 59810 Lesquin	B 499 939 213
Gérant	SCI LES SPIREES	7 622 €	Hameau de Caër 27930 Normanville	D 340 686 237
Gérant	SCI POUR L'EUROPE	7 622 €	RN 154 - Caër 27930 Normanville	D 344 424 791
Gérant	SCI PROVENCE	3 049 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	D 348 609 066
Gérant	SCI ESPACE	503 250 €	Route de Rouen 27930 Normanville	D 391 089 547
Gérant	SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000 €	2 rue de l'Industrie 27930 Gravigny	D 402 539 944
Gérant	ÉQUIP'TIME SARL	10 000 €	8 rue de l'Équerre 27490 Écardenville-sur-Eure	B 494 278 203
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park Casablanca-Maroc	329 652
Administrateur	DIMENSION 4	152 601 €	3 route de Jumeauville 78580 Maule	B 338 067 531

Daniel Ferrand

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816

Philippe Miserey

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20 rue des Marronniers 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Directeur Général Délégué	SACICAP EURE ET DIEPPE	variable	11 place Dupont de l'Eure 27000 Evreux	B 583 650 080
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park Casablanca-Maroc	329 652
Administrateur	SACICAP LE HAVRE NORMANDIE	variable	140-142 rue de Paris 76600 LE HAVRE	B 357 504 018
Administrateur	CORIHN	7 700 000 €	4 - 12 Boulevard des Belges 76000 ROUEN	B 439 947 664

18 - Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice 2009-2010

En K€	SCOGEX	MAZARS DUPARC et associés	TOTAL
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux et consolidés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	74	68	142
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux des filiales duparc et associés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	166		166
SOUS-TOTAL	240	68	308
Juridique, fiscal, social			
Autres prestations			
SOUS-TOTAL			
TOTAL	240	68	308

VI - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

En mai 2011:

- nous avons créé la société Gocad Value dont Gocad Services détient 75% du capital. Cette société propose des solutions de marketing multicanaux personnalisées.
- Diffusion Plus a cédé les 5% du capital qu'elle détenait dans la société Dinexis,
- dans le cadre du programme de rachat d'actions Groupe Diffusion Plus a acquis 40.625 actions appartenant à la Financière de l'Échiquier au prix de 35 euros ce qui représente 4,43 % du capital.

En septembre 2011:

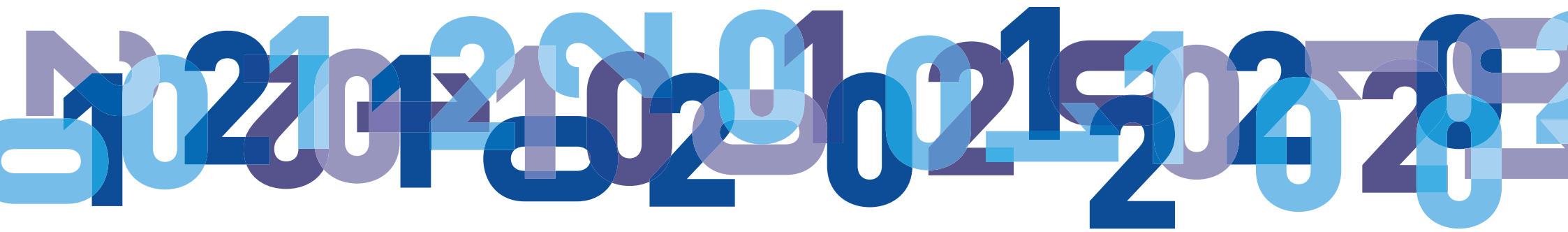
- Data One a achevé l'agrandissement de ses locaux sur 2 000 m² pour accueillir deux nouveaux clients.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice en cours a baissé de 1,48% et s'est élevé à 16,22M€. A périmètre constant il a progressé de 2,86% pour atteindre 16,21 M€.

Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires escompté, nous anticipons une baisse du résultat net compte tenu du manque de visibilité lié à la crise économique et de produits non récurrents sur le dernier exercice clos.

Fait à Normanville, le 8 septembre 2011,
Le Conseil d'Administration.

comptes consolidés



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30.04.11

Compte de résultat comparé en K€

LIBELLÉS	notes	30.04.11	30.04.10
Chiffre d'affaires	3.1	76 928	81 526
Achats consommés et charges externes	3.2	- 34 406	- 33 513
Impôts et taxes	3.3	- 2 471	- 2 684
Frais de personnel	3.4	- 29 364	- 31 843
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	- 9 421	- 10 119
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	607	- 37
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres		1 873	3 328
Plus ou moins values de cession			
Autres produits et charges non courants	3.7	1 265	- 736
Résultat des activités abandonnées	3.8		
Résultat d'exploitation		3 138	2 592
Charges financières	3.9	- 855	- 1 114
Produits financiers	3.9	157	106
Quote-part résultats entreprises associées			
Résultat avant impôt		2 440	1 585
Charges d'impôts	3.10	- 665	- 617
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 775	968
Dont part attribuable aux:			
→ propriétaires de la société mère du Groupe		1 590	936
→ intérêts non assortis de contrôle		185	32
Résultats nets par action (euros)	3.11	1,74	0,87
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe :			
→ résultat par action de base		1,74	0,85
→ résultat par action dilué			
Nombre moyen d'actions (milliers)		917	1 107

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	30.04.11	30.04.10
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 775	968
Actifs financiers disponibles à la vente		
Couverture des flux de trésorerie		
Gains et pertes actuariels		
Ecarts de conversion		
Impôts sur les autres éléments du résultat global		
Autres éléments du résultat global , nets d'impôts		
Résultat global de la période	1 775	968
Dont part attribuable aux:		
→ Propriétaires de la société mère du Groupe	1 590	936
→ Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	185	32

BILAN CONSOLIDÉ AU 30.04.11

Bilan comparé en K€

ACTIF	notes	30.04.11	30.04.10
Actifs non courants		56 132	60 096
→ Écarts d'acquisition	4.1	263	263
→ Autres immobilisations incorporelles	4.1	1 111	1 565
→ Immobilisations corporelles	4.2	45 334	48 295
→ Immeubles de placement	4.4	8 627	9 070
→ Actifs financiers	4.5	762	901
→ Instruments dérivés actifs			
→ Impôts différés actifs	4.6	35	1
Actifs courants		41 303	44 901
→ Stocks et en-cours de production	4.7	3 120	3 114
→ Clients et comptes rattachés	4.8	26 494	26 538
→ Autres créances	4.9	5 297	3 763
→ Créances d'impôts exigibles	4.10	1 437	
→ Instruments dérivés actifs			
→ Trésorerie et équivalents trésorerie	4.11	4 955	11 486
Actifs des activités abandonnées	4.12		
TOTAUX		97 435	104 997

Bilan comparé en K€

PASSIF	notes	30.04.11	30.04.10
→ Capital	4.13	1 514	1 821
→ Réserves		34 054	38 369
→ Actions auto-détenues		- 18	- 15
→ Résultat net part du Groupe		1 590	936
→ Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe		37 140	41 111
→ Intérêts non assortis de contrôle		62	90
Capitaux propres		37 202	41 201
Passifs non courants		20 485	21 362
→ Provisions pour risques et charges	4.14	1 722	1 524
→ Impôt différé passif	4.15	9 512	8 872
→ Emprunts et dettes financières	4.16	9 143	10 853
→ Autres dettes	4.19	108	113
→ Instruments dérivés passifs			
Passifs courants		38 513	41 243
→ Provisions pour risques et charges	4.14	1 387	979
→ Emprunts et dettes financières	4.16	6 339	6 884
→ Fournisseurs et comptes rattachés	4.20	8 816	8 465
→ Autres dettes	4.21	21 971	23 190
→ Dettes d'impôts exigibles	4.22		1 725
→ Instruments dérivés passifs			
Produits différés	4.23	1 235	1 191
Passifs des activités abandonnées	4.24		
TOTAUX		97 435	104 997

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)	Avril 2011	Avril 2010
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net consolidé	1 775	936
Éliminations des produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
→ amortissements dépréciations et provisions d'exploitation	9 447	10 237
→ amortissements dépréciations et provisions non courants		251
→ variation des impôts différés	606	-2 277
→ plus ou moins values de cessions d'immobilisations		
→ autres opérations sans incidence sur la trésorerie	-14	-14
Marge brute d'autofinancement	11 814	9 133
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 487	1 569
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	6 327	10 702
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS		
Acquisition d'immobilisations	-5 857	-5 933
Cession d'immobilisations	873	307
Variations des autres actifs financiers	139	-150
Incidence des variations de périmètre		
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	-4 845	-5 776
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS		
Dividendes versés	-918	-1 102
Achats ventes des titres d'autocontrôle		-142
OPRA	-4 838	
Variations des dettes financières	-2 165	-2 357
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS	-7 921	-3 601
Variation de trésorerie	-6 439	1 325
Trésorerie début	10 896	9 571
Trésorerie fin	4 457	10 896
Trésorerie et équivalents trésorerie (bilan actif)	4 955	11 486
Découverts bancaires (bilan passif)	-498	-590
TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE	4 457	10 896

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS EN K€

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto-détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en dettes	Total capitaux propres
Capitaux propres au 30.04.09	2 020	41 390	-3 648	1 660	41 421	205	-147	41 479
→ Actions auto-détenues		-3 576	3 633		57			57
→ Réduction de capital	-199				-199			-199
→ Dividendes hors auto détention				-1 102	-1 102			-1 102
→ Affectation du résultat		557		-557				
→ Changement de périmètre Mailtec				-1	-1	-147	147	-1
Résultat au 30.04.10				936	936	32		968
Capitaux propres au 30.04.10	1 821	38 371	-15	935	41 112	90		41 202
→ Actions auto-détenues			-3		-3			-3
→ Réduction de capital	-307				-307			-307
→ Distribution OPRA		-4 531			-4 531			-4 531
→ Dividendes hors auto détention				-918	-918			-918
→ Affectation du résultat		17		-17				
→ Changement de périmètre Fidback		10			10	-26		-16
→ Reclassement minoritaires négatifs		186			186	-186		
Résultat au 30.04.11				1 590	1 590	185		1 775
Capitaux propres au 30.04.11	1 514	34 054	- 18	1 590	37 140	62		37 202

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Les comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2010-2011 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 8 septembre 2011 par le Conseil d'Administration.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

La grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes consolidés portent principalement sur :

- les immobilisations corporelles,
- les immobilisations financières,
- les stocks et en cours de production,
- les créances d'exploitation,
- les provisions.

Les mêmes principes comptables sont appliqués pour les comptes annuels et les comptes semestriels

1.1 - Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

1.2 - Évènements significatifs de la période

1.2.1 Cession des actions Fidback

Le 07 10 2010, nous avons cédé la totalité des actions de Fidback aux animateurs de la société, avec effet au 01 05 2010.

1.2.2 Réduction de Capital

Le 17.05.10, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 09.04.10, a annulé les 186 088 actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Rachat représentant 16,86% du capital.

A cette occasion, les capitaux propres ont donc été réduits de 4,8 M€.

1.2.3 Sinistre Diffusion Plus

Le 19 décembre 2010, une partie du toit du bâtiment de Saint-Aubin-sur-Gaillon utilisé par Diffusion Plus s'est écroulé sous le poids de la neige sur une surface d'environ 1 000m² sur un total de 30 000m².

Heureusement c'était un dimanche et il n'y avait aucun personnel présent.

D'autres parties de la charpente en lamellé collé ont montré des signes de faiblesse.

Nous avons pris les mesures nécessaires pour étayer la charpente en relation avec un bureau de contrôle.

Nous avons pu reprendre l'activité le 27 décembre sans avoir retrouvé la totalité de nos capacités de production ce qui a été quasiment obtenu fin janvier.

Au moment de clôturer les comptes, un certain nombre d'informations concernant les méthodes de renforcement de la charpente, leurs coûts et le chiffrage des indemnités d'assurances tant sur la partie bâtiment que sur la partie perte d'exploitation étaient inconnues.

La franchise de l'assurance du bâtiment s'élève à 10 %.

La durée d'indemnisation pour la perte d'exploitation est fixée à 12 mois avec une franchise de 3 jours.

1.2.4 Faits marquants postérieurs à la clôture

Dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, nous avons acquis 40 625 titres de la Financière de l'Échiquier en mai 2011 pour un montant de 1,4 M€.

1.3 - Présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board (IASB) et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

1.4 - Méthodes de conversion

→ Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.

→ Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5 - Compte de résultat

1.5.1 Chiffre d'affaires

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2 Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions.

Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

1.5.3 Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres

Le résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

1.5.4 Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

1.5.5 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation se calcule à partir du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, et intègre les autres produits et charges non courants et le résultat des activités abandonnées.

1.5.6 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA reste redevable.

1.5.7 Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

1.6 - Bilan Actif

1.6.1 Immobilisations incorporelles

→ Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 «regroupements d'entreprises». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un évènement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

→ Frais de recherche et de développement

Le Groupe continue de développer une plate-forme de marketing direct permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseaux.

→ Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

Logiciels intégrés aux matériels de production	5 à 12 ans
Autres logiciels	1 à 5 ans

1.6.2 Immobilisations corporelles

Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

→ Valeurs brutes

Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1er mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

→ Amortissements

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1er mai 2004, date de 1ère application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Terrains	non amortissables
Agencements de terrains :	
→ VRD	25 à 50 ans
→ Espaces verts	20 à 40 ans
Constructions par composants :	
→ Gros œuvre	30 à 50 ans
→ Charpente	30 à 50 ans
→ Bardage	35 à 40 ans
→ Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
→ Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
→ Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
→ Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
→ Portails, clôtures	10 à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 12 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 4 ans
Matériels de bureaux	2 à 8 ans
Mobiliers de bureaux	8 ans

→ Dépréciation d'actifs

Le Groupe Diffusion Plus évalue à chaque date d'arrêté des comptes s'il existe un indice de perte de valeur d'un actif (autre qu'un actif financier), d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), telle que définie par la norme IAS36, ou d'un groupe d'UGT. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie que l'on espère obtenir d'un actif ou d'une UGT.

Le taux d'actualisation est le taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou groupe d'actifs), pour laquelle les estimations de flux de trésorerie futures n'ont pas été ajustées.

→ Crédits-bails et locations financement

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

→ Immeubles de placement

Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1er Mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de placement ».

Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti.

Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

1.6.3 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.

Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19.62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.

Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4 Stocks et en-cours de prestations

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles.

Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5 Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

1.6.6 Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.

Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

1.6.7 Options de souscription ou d'achat d'actions

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

1.7 - Bilan Passif

1.7.1 Actions auto-détenues

Les actions auto-détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

1.7.2 Provisions pour risques et charges

1.7.2.1 → Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

1.7.2.2 → Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

1.7.3 Impôt différé

L'impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Il est évalué en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

1.7.4 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an.

La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.

Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

1.7.5 Subventions publiques

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.

Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

NOTE 2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 - Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse
GRUPE DIFFUSION PLUS SA, société consolidante	France		Hameau de Caër - 27930 Normanville
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
EMISSAIRES SAS	France	100	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton - 59126 Linselles
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20 rue des Marronniers - 94240 L'Hay-les-Roses
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
FIDBACK SAS ⁽¹⁾	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
REGROUP'EURE ⁽²⁾	France	60	64 rue du 11 Novembre 1918 - 27690 Léry
Détient 100% de REGROUP'NORD ⁽²⁾	France	60	1 rue de la croix Bougard - 59810 Lesquin
SCI LES SPIRÉES	France	99,99	Hameau de Caër - 27930 Normanville
SCI POUR L'EUROPE	France	99,8	RN 154 - Caër - 27930 Normanville
SCI PROVENCE	France	99,99	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
SCI ESPACE	France	99,99	Route de Rouen - 27930 Normanville
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,99	2 rue de l'Industrie - 27930 Gravigny

(*) IG : Intégration globale.

⁽¹⁾ date de sortie du périmètre : 1-05-2010

⁽²⁾ date d'entrée dans le périmètre : 01-10-2009

Siren	Date de création	09-10	10-11
333 500 346	26.08.85	IG*	IG*
392 704 516	01.11.93	IG	IG
389 253 972	01.11.92	IG	IG
422 165 670	01.04.99	IG	IG
333 591 816	27.09.85	IG	IG
382 864 403	11.07.91	IG	IG
479 661 704	01.11.04	IG	IG
502 849 300	01.03.08	IG	IG
490884111	11.07.06		IG
499939213	11.09.07		IG
340 686 237	01.01.87	IG	IG
344 424 791	18.03.88	IG	IG
348 609 066	02.11.88	IG	IG
391 089 547	28.04.93	IG	IG
402 539 944	09.10.95	IG	IG

2.2 - Variations de périmètre

2.2.1 Exercice 2010-2011

Le 07 10 2010, nous avons cédé la totalité des actions de Fidback aux animateurs de la société, avec effet au 01 05 2010.

2.2.2 Exercice 2009-2010

En septembre 2009, nous avons porté notre pourcentage de participation dans la société Regroup'Eure à 60% et la société Regroup'Nord est devenue filiale à 100% de Regroup'Eure. L'entrée dans le périmètre de consolidation a pris effet au 1er Octobre 2009.

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

3.1 - Chiffre d'affaires

En K€	30.04.11	30.04.10
Prestations de services	75 807	80 391
Loyers des immeubles de placement	1 121	1 134
TOTAUX	76 928	81 526

3.2 - Achats consommés et charges externes

En K€	30.04.11	30.04.10
Achats stockés	8 232	8 203
Variation de stocks	-164	-392
Sous-traitance	5 401	5 028
Achats non stockés	2 091	1 959
Loyers	2 152	2 203
Entretien maintenance	4 312	4 115
Assurances	528	565
Personnels intérimaires (*)	6 081	5 528
Honoraires	1 341	1 878
Transports	2 250	2 262
Autres charges externes	2 182	2 164
TOTAUX	34 406	33 513

(*) Personnels intérimaires

En K€	30.04.11	30.04.10
Groupe Diffusion Plus	6	
Diffusion Plus	3 332	3 209
Emissaires	579	556
Data One	1 819	1 573
La Parisienne de Routage	3	19
Gocad Services		
Fidback		
Regroup'Eure	43	23
Regroup'Nord	1	
Nord sous Film	299	148
TOTAUX	6 081	5 528

3.3 - Impôts et taxes

En K€	30.04.11	30.04.10
Impôts et taxes sur rémunérations	671	568
CVAE / Taxe professionnelle	932	1 457
Autres impôts et taxes	868	660
TOTAUX	2 471	2 684

3.4 - Frais de personnel

En K€	30.04.11	30.04.10
Salaires et traitements	20 286	20 988
Charges sociales	8 820	9 348
Participation des salariés		1 204
Variation provision indemnité de retraite ⁽¹⁾	259	304
TOTAUX	29 364	31 843

⁽¹⁾ Supra § 1.7.2.1

3.4.1 - Salaires et traitements

En K€	30.04.11	30.04.10
Groupe Diffusion Plus	1 349	1 321
Diffusion Plus	9 040	9 673
Emissaires	1 945	2 051
Data One	4 660	4 075
La Parisienne de Routage	862	931
Gocad Services	1 245	1 081
Fidback		745
Regroup'Eure	410	256
Regroup'Nord	103	54
Nord sous Film	673	800
TOTAUX	20 286	20 988

3.4.2 - Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	TOTAL
Groupe Diffusion Plus	15		15
Diffusion Plus	441	104	545
Emissaires	71	17	88
Data One	164	56	220
La Parisienne de Routage	35		35
Gocad Services	29		29
Nord sous Film	34	9	43
Regroup'Eure	17	1	19
Regroup'Nord	3		3
TOTAL	809	187	996

3.4.3 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	30.04.11	30.04.10
Cadres	77	86
Agents de maîtrise	78	71
Employés	99	112
Ouvriers	742	756
TOTAUX	996	1 025

3.4.4 - Participation des salariés

En K€	30.04.11	30.04.10
Diffusion Plus		1 123
Emissaires		65
Nord sous Film		
La Parisienne de Routage		16
TOTAUX		1 204

3.5 - Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	30.04.11	30.04.10
Dotations aux amortissements	8 790	8 628
→ sur immobilisations incorporelles	710	771
→ sur immobilisations corporelles	7 633	7 410
→ sur immeubles de placement	447	447
Dotations / reprises provisions	51	977
→ sur immobilisations incorporelles	221	
→ sur immobilisations corporelles (*)	-166	977
→ sur immeubles de placement	-4	
Autres dépréciations et provisions	580	515
→ Dépréciations		
- sur créances douteuses	178	148
- sur stocks	50	8
- sur éléments financiers		- 40
→ Provisions pour risques et charges	351	399
TOTAUX	9 421	10 119

(*) dont reprise sur pertes de valeurs sur actifs immobilisés 304 K€.

Les pertes de valeurs relatives aux actifs corporels résultent de tests de dépréciation réalisés sur trois actifs isolés des sociétés Regroup'Eure et Regroup'Nord selon la méthode suivante :

→ La valeur d'utilité des actifs isolés est déterminée en actualisant les projections à cinq ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir de budgets à moyen terme préparés par le département 'contrôle de gestion'. Ces budgets ne font pas apparaître d'améliorations sensibles de la situation financière et de l'activité de ces deux sociétés dans les prochaines années,

→ au-delà de ces cinq années, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance de 0.5%,

→ l'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) de 10.1% en 2010.

Après comparaison entre les justes valeurs nettes des coûts de vente et les valeurs d'utilité, les valeurs recouvrables retenues sont basées pour les trois actifs isolés, sur les différentes justes valeurs nettes des coûts de vente. Ainsi ces tests ont abouti à la constatation de perte de valeur globale de 977 K€. Une reprise de cette provision, à hauteur de 304 K€, a été effectuée au 30/04/2011. Il est à noter que la variation de 1 point du taux d'actualisation (à la hausse comme à la baisse) ne change pas les valeurs recouvrables restant ainsi basées sur les justes valeurs nettes des coûts de vente.

3.6 - Autres produits et charges d'exploitation

En K€	30.04.11	30.04.10
Variations des travaux en cours	-55	-210
Production immobilisée	191	90
Dividendes	41	39
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels	252	-2
Subventions d'investissements reprises en résultat	58	58
Gains sur créances amorties et dettes prescrites	44	
Résultat net sur créances clients	5	9
Divers	72	-21
TOTAUX	607	-37

3.7 - Autres produits et charges non courants

En K€	30.04.11	30.04.10
Impact net sur acquisitions Regroup'Eure et Regroup'Nord		-145
Complément sortie Mailtec		-91
Provision sur débiteurs divers	500	-500
Perte sur matériel sinistré	-274	
Risques de dédommagements clients suite sinistre	-89	
Indemnité d'assurances en cours	1 127	
TOTAUX	1 265	-736

3.8 - Résultat des activités abandonnées

Néant.

3.9 - Coût financier

En K€	30.04.11	30.04.10
Coût de l'endettement financier	-741	-982
Autres charges financières	-114	-133
Produits financiers	157	106
TOTAUX	-698	-1 008

3.10 - Charge d'impôt

3.10.1 Comptes sociaux

En K€	30.04.11	30.04.10
Groupe Difusion Plus (IF) ⁽¹⁾	-73	326
Diffusion Plus (IF)		2 234
Emissaires (IF)		139
Data One (IF)	46	50
Nord sous Film (IF)		
La Parisienne de Routage	5	41
Gocad Services	1	41
Fidback		7
Regroup'Eure	33	57
Regroup'Nord		1
SCI Grosse Remise	48	48
TOTAUX	59	2 942

⁽¹⁾ (IF) intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA

3.10.2 Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	30.04.11	30.04.10
Résultat avant impôt	2 440	1 585
Charge d'impôt comptes sociaux	59	2 942
Provision pour impôt		
Différences temporaires	954	-2 302
Retraitements de consolidation	-348	-23
Charge d'impôt sur retraitements (note 4.15)	606	-2 325
Charge totale d'impôt	665	617
RÉSULTAT NET	1 775	968

3.10.3 - Preuve d'impôt

En K€	30.04.11	30.04.10
Résultat net	1 775	968
Charge d'impôt	665	617
Résultat avant impôt	2 440	1 585
RETRAITEMENTS		
Différences permanentes :		
→ charges mécénat	30	
→ charges non déductibles	421	187
→ quote part de frais et charges sur dividendes	12	16
Reprise crédit bail terrain		190
Annulation plus-value titre	-101	-342
Écart valeurs liquidatives		-3
Sortie de périmètre Fidback	26	
Reprise sur abandons forclos	-628	
Retraitement bail à construction Spirées	660	
Quote part abandon non déductible non activée	429	
Reprise provisions non taxables non activées	-916	
Utilisation de déficits non activés :		
→ Regroup'Eure	-212	
→ Regroup'Nord	-53	
Dividendes hors groupe	-39	- 39
RÉSULTAT FISCAL THÉORIQUE	2 069	1 594
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%
Impôt théorique	690	531
Contribution exceptionnelle		63
Intégration Regroup'Eure et Regroup'Nord		24
Rappel impôt	4	
Crédit Impôt	-28	
Autres écarts	-1	-2
Charge d'impôt au compte de résultat	665	617

3.11 - Résultat net part du Groupe par action

Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	30.04.11	30.04.10
Nombre total d'actions	917 512	1 224 000
Autocontrôle direct moyen	1 003	116 653
Autocontrôle indirect moyen		
Nombre moyen d'actions en circulation	916 509	1 107 347

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
→ 30.04.11	1 590	916 509	1,74
→ 30.04.10	936	1 107 347	0,85

NOTE 4 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 - Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

En K€	30.04.11	30.04.10
Écarts d'acquisition	263	263
Valeurs brutes écarts d'acquisition :		
→ Nord sous Film	263	263
Autres immobilisations incorporelles	1 111	1 565
Logiciels :	7 732	7 267
→ amortissements	- 6 663	-5 798
Immobilisations en cours	42	97
TOTAUX	1 374	1 829

4.2 - Immobilisations corporelles

En K€	30.04.11	30.04.10
Terrains et aménagements	3 179	3 161
→ Amortissements cumulés et dépréciations	-683	-648
Constructions et agencements	26 869	27 126
→ Amortissements cumulés et dépréciations	-6 280	-5 111
Matériels, outillages et aménagements	66 838	64 482
→ Amortissements cumulés et dépréciations	-46 302	-42 319
Autres immobilisations corporelles	6 256	6 140
→ Amortissements cumulés et dépréciations	-5 155	-4 698
Immobilisations corporelles en cours	352	163
→ Amortissements cumulés et dépréciations	-11	
Avances sur immobilisations corporelles	271	
TOTAUX	45 334	48 295

4.3 - Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

4.3.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Sortie de périmètre	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Écarts d'acquisition sur titres	263				263
Concessions, logiciels...	7 267	5	530	60	7 732
Immobilisations en cours	97			55	42
Avances sur immobilisations					
SOUS TOTAL	7 626	5	530	115	8 036
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains et aménagements	3 161		18		3 179
Constructions bâtiments et aménagements	27 126	22	304	538	26 869
Matériels et outillages	64 482		4 284	1 928	66 838
Installations générales	1 760		105	74	1 790
Autres immobilisations corporelles	4 380	35	217	97	4 464
Immobilisations en cours	163		352	163	352
Avances sur immobilisations			271		271
SOUS TOTAL	101 070	57	5 551	2 801	103 764
TOTAL	108 696	62	6 081	2 915	111 800

4.3.2 - Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Sortie de périmètre	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Écarts d'acquisition sur titres					
Concessions, logiciels...	5 798	5	930	60	6 663
SOUS TOTAL	5 798	5	930	60	6 663
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains et aménagements	648		34		683
Constructions bâtiments et aménagements	5 111	10	1 364	186	6 280
Matériels et outillages (*)	42 319		5 426	1 443	46 302
Installations générales	1 323		63	65	1 320
Autres immobilisations corporelles	3 375	18	582	93	3 845
SOUS TOTAL	52 776	28	7 469	1 787	58 430
TOTAL	58 574	33	8 398	1 847	65 093

(*) dont dépréciation d'actifs 977 K€ à l'origine, reprise pour 304 K€ sur l'exercice. (cf compte de résultats § 3.5).

4.4 - Immeubles de placement

4.4.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements	1 347				1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959				11 959
TOTAL	13 306				13 306

4.4.2 - Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements					
Constructions bâtiments et aménagements	4 236		447	4	4 679
TOTAL	4 236		447	4	4 679

4.4.3 - Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

Une mise à jour des expertises a été faite en mai 2011 par le cabinet Collomé pour les immeubles Grosse Remise et Espace. L'immeuble Europe a fait l'objet d'un compromis de vente avec conditions suspensives pour un montant de 4 000 000 d'euros net vendeur. L'échéance du compromis de vente est au 10/06/2012.

En K€	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs expertises mai 2011	Compromis de vente
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Immeuble Europe	4 288	1 239	3 049		4 000
Immeuble Grosse remise	3 570	1 292	2 278	2 450	
Immeuble Espace	5 448	2 148	3 300	3 300	
TOTAL	13 306	4 679	8 627	5 750	4 000

La provision de 600 K€ sur l'immeuble Espace a fait l'objet d'une reprise de 4 K€ sur l'exercice.

4.5 - Actifs financiers

En K€	30.04.11	30.04.10
Titres de participation :		
→ Tagg Informatique	567	567
→ divers	8	8
Autres actifs financiers :		
→ créances sur participations	989	1 123
→ dépréciations créances sur participations	-986	-986
→ prêts au personnel		3
→ dépôts et cautionnements	183	186
TOTAUX	762	901

4.6 - Impôts différés actifs

En K€	30.04.11	30.04.10
Impôts différés actifs (infra §4.15)	35	1
TOTAUX	35	1

4.7 - Stocks et en-cours de production

En K€	30.04.11	30.04.10
Matières et autres approvisionnements stockés :	3 011	2 856
→ dépréciations	-461	-400
En-cours de production :	570	659
→ dépréciations		
TOTAUX	3 120	3 114

4.8 - Clients et comptes rattachés

En K€	30.04.11	30.04.10
Créances clients	27 089	27 145
Dépréciations	-594	-607
TOTAUX	26 494	26 538

4.9 - Autres créances

En K€	30.04.11	30.04.10
Autres débiteurs	714	809
Créances sociales	243	185
État, impôts et TVA	1 394	1 456
Charges constatées d'avance	1 203	1 237
Versement de garantie à recevoir	500	
Indemnités d'assurances	1 232	
Autres	267	242
Provision dépréciation autres créances	-255	-167
TOTAUX	5 297	3 763

4.10 - Créances d'impôts exigibles

En K€	30.04.11	30.04.10
Créances d'impôts exigibles	1 437	
TOTAUX	1 437	

4.11 - Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	30.04.11	30.04.10
Valeurs mobilières de placement	2 981	2 821
Comptes bancaires et autres disponibilités	1 974	8 665
TOTAUX	4 955	11 486

4.12 - Actifs des activités abandonnées

Néant.

4.13 - Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital au 30 avril 2011

→ Capital social : le capital se compose de 917 512 actions de 1,65 euros.

→ Titres auto-détenus :

Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque Assemblée Générale dont la dernière s'est tenue le 27 octobre 2010.

Au cours de l'exercice 2010-2011 la société a acquis 91 titres.

Au 30 Avril 2011 l'autocontrôle s'élevait à 995 actions soit 0,11% du capital.

4.14 - Provisions pour risques et charges

4.14.1 - Soldes à la clôture

En K€	30.04.11	30.04.10
Passifs non courants		
Provisions pour engagements de retraite	1 421	1 180
Autres provisions	301	344
SOUS-TOTAUX	1 722	1 524
Passifs courants		
Provisions pour risques et charges	1 387	979
SOUS-TOTAUX	1 387	979
TOTAUX	3 109	2 503

4.14.2 - Provisions pour engagements de retraite

Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	30.04.11	30.04.10
Engagements calculés	1 650	1 397
Actifs de couverture	229	217
Provisions pour engagements	1 421	1 180

4.14.3 - Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30.04.10	Dotations	Variation périmètre	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	30.04.11
Passifs non courants	1 524	285	-18		69	1 722
Provisions pour engagements de retraite	1 180	285	-18		26	1 421
Provisions abandon activité	279					279
Autres provisions	66				43	23
Passifs courants	979	559		88	62	1 387
→ Provisions pour litiges fournisseurs	10					10
→ Provisions pour litiges clients	92	144		9	33	195
→ Provisions risques liés au personnel	426	89		46	1	468
→ Autres provisions	304	326		34	28	568
→ Reclassement ouverture risques	147					147
TOTAL	2 503	844	-18	88	131	3 109

4.15 - Impôt différé passif

Origine	En K€ Nature	Impôts différés actif (+) passif (-)			Augmentation (+) Diminution (-) de charge d'impôt
		30.04.10	changement de périmètre	30.04.11	
Différences temporaires					
	Organic	73		65	8
	Amortissement CB immobiliers	1 818		1 578	239
	Participation	417			417
	Provision retraite	393		474	-80
	Déficit reportable			32	-32
	Autres provisions	179		182	-3
	Etalement fiscal sur exercices futurs			-387	387
	Divers	69		51	18
	SOUS-TOTAUX	2 949	□	1 996	954
Retraitements de consolidation					
	Crédits-bails et locations	-11 627		-11 313	-314
	Dépréciations neutralisées				
	Plus values de cessions	1		35	-34
	Divers				
	Ecart d'évaluation matériels	-194		-195	1
	SOUS-TOTAUX	-11 820		-11 472	-348
	TOTAUX NET	-8 870		-9 477	606
	Dont solde ISD actif	1		35	
	Dont solde ISD passif	-8 872		-9 512	

4.16 - Emprunts et dettes financières

4.16.1 Dettes par nature

En K€	30.04.11			30.04.10		
	Non courants	Courants	Totaux	Non courants	Courants	Total
Emprunts	8 409	5 738	14 148	10 348	6 200	16 548
Intérêts courus sur emprunts		2	2		3	3
Comptes courants personnes physiques	55		55	59		59
Intérêts courus sur C/C personnes physiques	3		3			
Participation des salariés	676	68	744	446	69	515
Intérêts courus sur participations		32	32		23	23
Découverts bancaires		498	498		590	590
TOTAUX	9 143	6 339	15 481	10 853	6 884	17 738

4.16.2 Dettes par maturité

En K€	30.04.11	30.04.10
Inférieures à 1 an	6 339	6 884
De 1 à 5 ans	9 143	10 853
Supérieures à 5 ans		
TOTAUX	15 481	17 738

4.16.3 Variation des emprunts

En K€	30.04.11
Emprunts souscrits	4 962
Emprunts remboursés	7 363
Diminution intérêts courus sur emprunts	1
Diminution compte courant personnes physiques	4
Augmentation intérêts courus sur C/C personnes physiques	3
Augmentation participation des salariés	298
Remboursements participation des salariés	69
Augmentation intérêts courus sur participation	9
Diminution concours bancaires	92
TOTAL VARIATION	-2 257

4.17 - Nantissement de dettes

La grande majorité des dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent. (Infra 7.1)

4.18 - Instruments financiers

4.18.1 Risque de change

L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

4.18.2 Risque de taux sur emprunts

En K€	30.04.11	30.04.10
En-cours taux fixe	10 609	13 506
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	3 044	2 357
En-cours taux révisable sur CODEVI	494	685
TOTAUX	14 148	16 548

4.19 - Autres dettes non courantes

En K€	30.04.11	30.04.10
Dépôts et cautionnements reçus	108	113
TOTAUX	108	113

4.20 - Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	30.04.11	30.04.10
Fournisseurs	7 366	6 786
Factures non parvenues	1 451	1 679
TOTAUX	8 816	8 465

4.21 - Autres dettes courantes

En K€	30.04.11	30.04.10
Dettes sociales	5 560	6 957
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	1 021	932
TVA	4 174	4 480
Dividendes à payer		
Fournisseurs d'immobilisations	59	231
Avoirs à établir - Avances sur commandes	970	1 653
Clients créditeurs	2 690	2 524
Affranchissements à payer auprès de La Poste	7 076	6 217
Autres créditeurs	420	195
TOTAUX	21 971	23 190

4.22 - Dettes d'impôts exigibles

En K€	30.04.11	30.04.10
Impôt à payer		1 725

4.23 - Produits différés

En K€	30.04.11	30.04.10
Subventions publiques	1 131	1 189
→ Bâtiment Diffusion Plus	748	789
→ Crédit bail immobilier Data One	383	399
Autres produits différés	104	2
TOTAUX	1 235	1 191

La subvention de 1 524K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 K€ au 01/05/2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

4.24 - Activités abandonnées

Néant.

NOTE 5 - INFORMATIONS DIVERSES

5.1 - Informations concernant les organes de Direction et d'Administration

→ Rémunérations des organes de Direction et d'Administration : les rémunérations brutes au titre de l'exercice ont été de 623 K€ (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).

→ Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration.

→ Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83, payée par la société.

→ Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, Directeurs Généraux Délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

→ Monsieur Philippe Miserey bénéficie de la garantie sociale des chefs d'entreprise.

→ Monsieur Stéphane PIERRE, Directeur Général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de sa rémunération brute mensuelle de base.

5.2 - Périmètre de l'intégration fiscale

Liste des sociétés membres du Groupe (Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI).

Société mère	Filiale n°1	Filiale n°2	Filiale n°3	Filiale n°4
SA GROUPE DIFFUSION PLUS Hameau de Caër 27930 Normanville	SAS ÉMISSAIRES 380 rue de l'appel du 18 juin 1940 ZAC des prés de l'hôpital 94190 Villeuneuve-Saint-Georges	SAS DIFFUSION PLUS Les champs chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	SARL DATA ONE Les champs chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	SAS NORD SOUS FILM Pavé de Stemberg ZA du BLATON 59126 Linselles

5.3 - Parties liées

Transactions avec les sociétés non consolidées ou consolidées par équivalence.

Les transactions entre sociétés consolidées ont été éliminées dans le processus de consolidation. Par ailleurs, dans le cours normal de ses activités, le Groupe entretient des relations d'affaires avec certaines sociétés non consolidées. Ces transactions concernent essentiellement des prestations de services.

En K€	30.04.11	30.04.10
Flux		
→ Ventes	4 056	3 186
→ Achats	182	271
Positions bilantielles résultant des transactions		
Actif		
→ Créances clients	1 131	442
→ Créances financières et autres créances	136	
Passif		
→ Dettes fournisseurs	59	3
→ Dettes financières et autres dettes	108	137

NOTE 6 - INFORMATIONS SECTORIELLES

6.1 - Information par secteur d'activité

Le Groupe exerce une activité unique.

6.2 - Information par zone géographique

Le Groupe exerce la totalité de son activité en France.

NOTE 7 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 - Dettes garanties par des sûretés réelles (en K€)

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
→ sur immobiliers	1 761	1 761
→ sur matériels	10 036	10 036
TOTAL	11 797	11 797

7.2 - Droits individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

→ droits acquis au titre du DIF : 80 443 heures.

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 euros
Siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)
Siret n° 333.500.346.00031 / code APE 7010 Z

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 30 avril 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Groupe Diffusion Plus, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations ainsi que le traitement approprié des contrats de crédit-bail et de location ;
- les modalités d'évaluation des créances et des dettes d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2011

Les commissaires aux comptes
Cécile SOURGET
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Pascal THIBAULT
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

BILAN COMPTES SOCIAUX - ACTIF (en euros)

	Brut	Amortissements et dépréciations	30.04.11 Net	30.04.10 Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, droits similaires	1 567 318	1 467 372	99 946	77 563
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				58 049
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	4 468 290	4 389 436	78 854	260 650
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles	980 522	872 802	107 720	73 871
Immobilisations en cours	102 159		102 159	87 709
Avances, acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	8 849 914	354 379	8 495 535	8 479 404
Créances rattachées à des participations	985 739	985 739		
Autres titres immobilisés	18 254		18 254	15 280
Prêts	751 265	751 265		
Autres immobilisations financières	60 278		60 278	66 121
TOTAL	17 783 739	8 820 993	8 962 746	9 118 647
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Marchandises				
CRÉANCES				
Clients et comptes rattachés	1 040 466	108 061	932 405	885 112
Avances, acomptes sur commandes	38 770		38 770	39 688
Autres créances	7 311 899		7 311 899	7 562 025
Capital souscrit appelé non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	41 947		41 947	6 223 996
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	82 763		82 763	76 846
TOTAL	8 515 845	108 061	8 407 784	14 787 667
Charges à répartir				
Primes rembt obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	26 299 584	8 929 054	17 370 530	23 906 314

BILAN COMPTES SOCIAUX - PASSIF (en euros)

	30.04.11	30.04.10
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	1 513 895	1 820 940
Primes émission, fusion, apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	201 960	201 960
Réserves statutaires ou contractuelles	7 593 352	10 761 140
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Acompte sur dividende		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 653 155	2 279 745
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	123 372	225 709
TOTAUX	11 085 734	15 289 494
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit émissions titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	681 615	501 652
Provisions pour charges	192 789	147 789
TOTAUX	874 404	649 441
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes établissements de crédit	1 359 846	1 859 993
Emprunts, dettes financières diverses	2 742 583	2 843 782
Avances, acomptes sur commandes en cours		39 688
Fournisseurs et comptes rattachés	535 130	539 336
Dettes fiscales et sociales	714 659	2 522 999
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 135	127 490
Autres dettes	12 875	31 607
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	39 164	2 484
TOTAUX	5 410 392	7 967 379
Ecart de conversion passif		
TOTAUX PASSIF	17 370 530	23 906 314

COMPTE DE RÉSULTAT (en euros)

	30.04.11	30.04.10
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 038 316	4 991 742
Subventions		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	612 005	247 748
Autres produits	14	17
PRODUITS D'EXPLOITATION	5 650 335	5 239 507
Achats de marchandises		4
Achats matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	2 021 277	2 034 986
Impôts et taxes	199 164	165 286
Salaires et traitements	1 412 840	1 365 697
Charges sociales	669 944	659 800
Dotations amortissements sur immobilisations	297 971	327 738
Dotations provisions sur immobilisations		
Dotations provisions sur actif circulant		513 703
Dotations provisions risques et charges	49 392	59 341
Autres charges	10	143 394
CHARGES D'EXPLOITATION	4 650 598	5 269 949
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	999 737	-30 442
Produits financiers de participations	906 226	1 407 397
Autres intérêts produits assimilés		3 927
Reprises sur provisions	35 001	1 845 818
Produits nets cessions VMP		6 560
PRODUITS FINANCIERS	941 227	3 263 702
Dotations financières amortissements et provisions		1
Intérêts et charges assimilés	113 431	79 945
CHARGES FINANCIÈRES	113 431	79 946
RÉSULTAT FINANCIER	827 796	3 183 756
RÉSULTAT COURANT	1 827 533	3 153 314
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 491 407	3 116 499
Produits exceptionnels sur opérations de capital	221 157	18 443
Reprises sur provisions	117 888	94 841
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 830 452	3 229 783
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 720 000	3 703 407
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	119 038	53 909
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	239 270	20 046
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 078 308	3 777 362
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-247 856	-547 579
Participation des salariés		
Impôt	-73 478	325 990
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 653 155	2 279 745

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 avril 2011 dont le total est de 17 370 530 € et au compte de résultat dégagant un bénéfice net de 1 653 155 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} mai 2010 au 30 avril 2011. Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Ils sont présentés en euros. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 02.09.2011.

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Annulation en mai 2010 de 186 088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat représentant 16,86 % du capital. Le capital social est, depuis cette date, de 1 513 894,80 euros. Il est composé de 917 512 actions. En octobre 2010, cession de la totalité des titres de la société Fidback CRM Services.

Evènements postérieurs à la clôture :

En mai 2011, acquisition de 40 625 actions propres appartenant à la Financière de l'Echiquier dans le cadre du programme de rachat d'actions. En août 2011, Groupe Diffusion Plus SA a consenti un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,44 M€ à Regroup'Eure.

2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes annuels portent principalement sur :

- les immobilisations corporelles,
- les immobilisations financières,
- les créances d'exploitation,
- les provisions.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable.

Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue dans l'exercice.

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

A - Actif

1 Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société Groupe Diffusion Plus applique depuis le 1^{er} mai 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs défini par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Lorsque les amortissements calculés sur la durée d'utilisation sont inférieurs aux amortissements calculés sur la durée d'usage admise fiscalement, la différence est constatée sous forme d'amortissements dérogatoires.

→ Durées et modes d'amortissement

	Modes	Durées
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions et agencements selon les composants	Linéaire	1 à 50 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 12 ans
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériels de transport	Linéaire	2 à 4 ans
Matériels et mobiliers de bureaux	Linéaire	2 à 8 ans

Les mouvements relatifs aux postes de l'actif immobilisé sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

→ Tableau de variation des immobilisations

	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 544 125	90 663	67 469	1 567 319
Constructions sur sol d'autrui	5 735 459		1 267 169	4 468 290
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagement divers	529 869			529 869
Matériels de transport	34 332	6 975	326	40 981
Mobiliers et matériels de bureaux	345 862	88 467	24 658	409 671
Immobilisations corporelles en cours	87 709	102 159	87 709	102 159
Avances et acomptes				
SOUS-TOTAL	8 877 357	288 264	1 447 331	7 118 290
Participations et créances rattachées	9 854 524		18 870	9 835 654
Autres titres immobilisés	15 280	2 974		18 254
Prêts et autres immobilisations financières	817 386		5 843	811 543
SOUS-TOTAL	10 687 190	2 974	24 713	10 665 451
TOTAL GENERAL	18 964 547	291 238	1 472 044	17 783 741

Suivi des titres	Nombre	Cours	Valeurs brutes 30.04.11
Titres détenus au 30.04.2005	48 521	37,37	1 813 227
Titres reçus TUP sonnantes	60 480	1,90	114 754
Titres d'autocontrôle acquis le 26.02.09	3 600	16,64	59 904
Titres d'autocontrôle acquis sur l'exercice 2009-2010	8 705	16,38	142 658
Annulation des titres (réduction de capital)	- 120 400	16,62	-2 115 263
Titres d'autocontrôle acquis sur l'exercice 2010-2011	89	33,41	2 974
SOUS TOTAL titres au 30.04.2011	995	18,35	18 254
Valeurs brutes	995		18 254
Valeurs vénales	995	34,97	34 795

→ Tableau de variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

	Montants début période	Dotations	Reprises	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 408 512	68 279	9 420	1 467 371
Constructions sur sol d'autrui	5 474 810	170 326	1 255 698	4 389 438
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	517 798			517 798
Matériels de transport	5 777	10 710	91	16 396
Matériels et mobiliers de bureaux	312 618	48 655	22 665	338 608
TOTAL	7 719 515	297 970	1 287 874	6 729 611

2 Liste des filiales et participations

→ Tableau des filiales et participations au 30 avril 2010 (en euros)

Nom des sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital (avant résultat)	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Dettes aux filiales	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société mère	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture du dernier exercice
				brute	nette							
DIFFUSION PLUS	1 032 000	2 969 805	100 %	1 088 680	1 088 680	2 204 613		1 031 909	37 242 774	2 052 956		30.04.11
EMISSAIRES	160 000	388 780	100 %	153 366	153 366	100 002	197 486		6 940 123	-82 517	320 000	30.04.11
NORD SOUS FILM	160 000	160	100 %	1 356 845	1 356 845	46 910	69 649		2 202 936			30.04.11
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	160 000	194 120	100 %	174 506	174 506	19 631		600 000	3 287 581	17 785	85 000	30.04.11
DATA ONE	1 300 000	121 787	100 %	1 300 000	1 300 000		2 946 334	7 071 042	28 076 379			30.04.11
REGROUP'EURE	100 000	-272 959	60 %	35 001	35 001		397 293	2 000 000	1 344 466	274 108		30.04.11
REGROUP'NORD ⁽¹⁾	100 000	-137 136	100 %	60 001				600 000	485 077	45 475		30.04.11
MAILTEC DIFUSION ⁽²⁾	420 700	899 799	55 %	232 395			1 550 102					15.06.09
GOCAD SERVICES	120 000	6 388	51 %	61 200	61 200		761 952	6 258	5 551 063			30.04.11
SCI LES SPIREES	7 622	-126 732	100 %	445 743	445 743		251 949		15 090	289 005		30.04.11
SCI POUR L'EUROPE	7 622	-41 856	100 %	1 131 360	1 131 360		178 698		18 051	9 895		30.04.11
SCI PROVENCE	3 200	69 723	100 %	228 574	228 574		373 200		45 735	30 303	27 999	30.04.11
SCI ESPACE	503 250	629 476	100 %	1 555 490	1 555 490	167 565			282 623	57 874	148 495	30.04.11
SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000	37 793	100 %	389 651	389 651	96 773			226 694	95 266	110 495	30.04.11
TRAGEM ONE	26 385	12 258	20 %	5 400	5 400		3 349		382 289	197 710		31.12.10
TAGG INFORMATIQUE	3 312 920	1 091 067	19,62 %	566 838	566 838				12 767 315	281 477	39 250	31.08.10
S.E.T. ⁽²⁾	NC	NC	17 %	121 950			186 902		NC	NC		
PUBLITRI ⁽²⁾	NC	NC		34					NC	NC		
DINEXIS ⁽³⁾	1 552 630	-728 052	5 %	77 630				4 819	16 464 959	-566 892		31.12.10
DIMENSION 4				432	432				NC	NC		
BDM PLUS	35 000	42 493	7 %	2 450	2 450				1 618 235	46 827	1 890	30.09.10
TOTAL				8 987 544	8 495 535	2 635 495	6 916 914	11 314 028			733 129	

⁽¹⁾ Regroup'Nord est une participation de Regroup'Eure

⁽²⁾ Société en liquidation

⁽³⁾ Dinexis est une participation de Diffusion Plus à hauteur de 5%

3 Titres de participation et autres immobilisations financières

3.1 → Titres de participation

- Acquisitions

Aucune acquisition sur l'exercice.

- Cessions :

Cession de la totalité des titres FIDBACK.

- Mode d'évaluation des titres de participation

→ Participations « sociétés opérationnelles »

Les titres de participation sont estimés à leur valeur d'usage, c'est-à-dire la valeur qu'un chef d'entreprise prudent et avisé accepterait de décaisser pour les obtenir s'il avait à les acquérir. La méthode de valorisation retenue prend en compte les capitaux propres et la rentabilité de chaque société.

Toutes les variations négatives entre la valeur d'usage et le coût historique font l'objet d'une constitution de dépréciation.

→ Participations « sociétés immobilières »

Les titres de participation des sociétés civiles immobilières sont estimés en fonction des valeurs des biens immobiliers qu'elles détiennent.

Tous ces immeubles, à vocation industrielle, sont valorisés en fonction de leur valeur d'utilisation, à l'appui d'une expertise réalisée par le cabinet Collomé Frères, cette valeur est néanmoins limitée à une valeur vénale.

La valorisation des titres en découlant n'a engendré aucune dépréciation.

3.2 → Titres d'autocontrôle

	30.04.11	30.04.10
Nombre de titres	995	906
Prix d'acquisition	18 254	15 280
Valeur à la clôture	34 795	22 487
Dépréciation sur titres		

3.3 → Prêts et autres immobilisations financières

	30.04.11	30.04.10
Prêt participatif MAILTEC DIFUSIÒN	751 265	751 265
Prêts au personnel		
Dépôts et cautionnements	60 278	66 121
Valeurs brutes	811 543	817 386
Dépréciations (prêt participatif)	751 265	751 265
Valeurs nettes	60 278	66 121

3.4 → Dotations et reprises de dépréciations

Sur titres :

SOCIÉTÉ	30.04.10	DOTATIONS	REPRISES	30.04.11
Mailtec Difusion	232 395			232 395
SET	121 950			121 950
Regroup'Eure	35 001		35 001	
Divers	33			33
TOTAL	389 379		35 001	354 378

Sur avances financières :

SOCIÉTÉ	30.04.10	DOTATIONS	REPRISES	30.04.11
Mailtec Difusion	798 837			798 837
Prêt participatif Mailtec Difusion	751 265			751 265
SET	186 902			186 902
TOTAL	1 737 004			1 737 004

4 Créances rattachées à des participations - Classement par échéance

Le total des créances, détaillé dans le tableau des filiales, s'élève à 6 916 914 euros dont 6 165 649 euros remboursables à moins d'un an.

Créances rattachées	6 165 649
Prêt participatif	751 265
SOUS TOTAL	6 916 914

5 Éléments concernant les entreprises liées

ACTIF	
Participations	Voir note n°2
Créances rattachées à des participations	Voir note n°4
Créances clients et comptes rattachés	966 105
Autres créances et charges constatées d'avance	1 507
PASSIF	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 163
Comptes courants	2 635 495
Autres dettes	57 702
COMPTE DE RÉSULTAT	
Charges exceptionnelles	1 720 000
Charges financières	70 419
Produits financiers	175 460
Dividendes	691 989
Produits exceptionnels	1 491 407
Reprise de provisions pour dépréciations	35 001

6 Actif circulant

→ Classement par échéances : toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.

→ Produits à recevoir (en euros)

	30.04.11	30.04.10
Clients factures à établir	9 568	168 598
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 504	603
Produits divers à recevoir		
TOTAUX	14 072	169 201

→ Mode d'évaluation des valeurs mobilières de placement. Le prix de revient des valeurs mobilières de placement est comparé au cours du dernier jour de l'exercice, l'écart éventuel est déprécié s'il est négatif. Les plus-values latentes sur titres d'OPCVM sont réintégrées fiscalement.

→ Sicav monétaires (en euros)

	30.04.11	30.04.10
Valeur comptable		
Valeur d'inventaire selon prix de marché		

7 Comptes de régularisation actif

→ Charges constatées d'avance (en euros)

	30.04.11	30.04.10
Crédit bail véhicules	990	1 038
Locations immobilières	2 128	154
Locations mobilières	639	773
Charges locatives	117	
Entretien et maintenance	26 336	34 618
Assurances	6 214	6 033
Honoraires	9 286	6 551
Frais de bourse	6 800	4 933
Publicité - Annonces	7 360	11 458
Mécénat - sponsoring	12 500	
Cotisations	603	1 603
Gardiennage	101	
Taxes bureaux	365	
Autres charges de personnel	5 562	5 793
Intérêts	2 256	2 418
TOTAUX	81 256	75 372

B - Passif

1 Capitaux propres

→ Capital social (en euros)

	Nombre	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 103 600	1,65
Actions annulées au cours de l'exercice	186 088	1,65
Actions composant le capital en fin d'exercice	917 512	1,65

→ Tableau de variation des capitaux propres

Exercice 2010-2011		
A	1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice n-1 avant affectation	13 009 750
	2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 279 745
	3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice n	15 289 494
B	Apports reçus	
	1 Variation du capital	
	2 Variation des autres postes	
C	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	15 289 494
D	Variations en cours d'exercice	-5 856 917
	1 Variation du capital	-307 045
	2 Variation des primes, réserves, report à nouveau ^(a)	-5 447 533
	3 Variation des provisions relevant des capitaux propres	
	4 Amortissements dérogatoires ^(b)	-102 338
	5 Autres variations - Acomptes sur dividendes	
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO	9 432 578
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	-5 856 917
G	Dont : Variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
H	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	-5 856 917

^(a) Dont dividendes versés 916 290 €, dont réduction de capital 4 531 243 €.

^(b) Incidence du retraitement des nouvelles durées d'amortissements des constructions depuis le 1^{er} mai 2005 (supra III A1).

2 Provisions pour risques et charges (en euros)

	30.04.10	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	30.04.11
Provisions pour engagements de retraite	147 789	45 000			192 789
Provisions garantie passif	65 780		43 149		22 631
Provisions intérêts minoritaires	147 245				147 245
Provisions pour risques activité abandonnée (Mailtec Difusion)	278 627				278 627
Provisions pour autres risques	10 000	4 392	5 000		9 392
Provisions pour risques et charges contrôle fiscal		218 000			218 000
Provisions pour risques divers		5 720			5 720
TOTAL	649 441	273 112	48 149		874 404

3 Emprunts, dettes financières et divers

→ Classement par échéances

RUBRIQUE	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
A plus de 1 an à l'origine :				
→ emprunts bancaires	862 059	415 906	446 153	
→ dépôts de garantie reçus	107 089			107 089
A moins de 1 an à l'origine :				
→ compte courant Diffusion Plus	2 204 613	2 204 613		
→ compte courant Émissaires	100 002	100 002		
→ compte courant Grosse Remise	96 773	96 773		
→ compte courant Nord sous Film	46 910	46 910		
→ compte courant Espace	167 565	167 565		
→ compte courant La Parisienne de Routage	19 631	19 631		
→ concours bancaires	497 168	497 168		
→ intérêts courus sur emprunts	620	620		
TOTAL	4 102 429	3 549 188	446 153	107 089

→ Information sur le risque de taux

En-cours taux fixe	513 959
En-cours taux variable sur EURIBOR	348 100
TOTAL CAPITAL RESTANT DÙ	862 059

4 Autres dettes - Classement par échéances

Toutes les autres dettes sont payables à moins d'un an.

→ Charges à payer

	30.04.11	30.04.10
Fournisseurs factures non parvenues	146 890	152 729
Avoirs à établir	2 416	19 098
Personnel	251 071	256 885
Organismes sociaux	125 455	127 784
État	48 465	41 042
TOTAUX	574 297	597 539

5 Comptes de régularisation passif

→ Produits constatés d'avance

	30.04.11	30.04.10
Locations matériels divers	2 480	2 484
Charges locatives	36 684	
TOTAUX	39 164	2 484

6 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se décompose comme suit :

Organic	10 671
Provisions pour engagements de retraites	192 789
Provisions activité abandonnée	278 627
Quote part non déductible sur abandons de créances	441 579
TOTAL	1 020 162
Taux d'imposition 33,1/3%	33,33%
Allègement de la dette future d'impôt	340 554
Étalement fiscal bail à construction Spirées	-614 999
Taux d'imposition 33,1/3%	33,33%
Accroissement de la dette future d'impôt	-205 000
Allègement de la dette future d'impôt	135 054

4 - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

1 - Ventilation de l'effectif moyen

	SALARIÉS	PERSONNEL MIS À DISPOSITION	TOTAL
Cadres	8		8
Agents de maîtrise	2		2
Employés	5		5
TOTAL	15		15

2 - Résultat exceptionnel (en euros)

→ Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 491 407
retour sur abandons de créances Data One	1 321 720	
retour sur abandon de créances Nord sous Film	151 982	
retour sur abandon de créances Gocad Services	17 705	
→ Produits exceptionnels sur opérations en capital		221 157
cessions immobilisations incorporelles	86 470	
cessions immobilisations corporelles	7 126	
cession immobilisations financières (titres Regroup'Nord)	127 561	
→ Reprise sur provisions		117 888
amortissements dérogatoires	117 888	
risques et charges exceptionnels		
Produits exceptionnels		1 830 452
→ Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 720 000
abandon de créances à Gocad Services	290 000	
abandon de créances à Emissaires	50 000	
abandon de créances à Regroup'Eure	1 160 000	
abandon de créances à La Parisienne de Routage	220 000	
→ Charges exceptionnelles sur opérations en capital		119 038
VNC des immobilisations incorporelles cédées	86 470	
VNC des immobilisations corporelles cédées	13 698	
VNC des immobilisations financières cédées (titres Regroup'Nord)	18 870	
→ Dotations aux provisions		239 270
amortissements dérogatoires	15 550	
risques et charges exceptionnels	223 720	
Charges exceptionnelles		2 078 308
Résultat exceptionnel		-247 856

3 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

→ Intégration fiscale

La société, en tant que société mère, intègre fiscalement quatre filiales, Diffusion Plus, Emissaires, Data One et Nord sous Film. Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale est redevable, à l'égard de la société mère, de l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle avait été imposée séparément. A la clôture de l'exercice, la société mère n'a aucun engagement de reversement d'économies d'impôts à l'égard de ses filiales.

→ Ventilation de l'impôt

	RÉSULTAT COURANT	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	RÉSULTAT TOTAL
Résultat avant impôt	1 827 533	-247 855	1 579 678
Impôt de l'exercice	98 417	-171 895	-73 478
Résultat après impôt	1 729 116	-75 960	1 653 156

→ Méthode employée

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

	COURANT	EXCEPTIONNEL	TOTAL
Résultat	1 827 533	-247 855	1 579 678
Déductions fiscales	-1 775 485	-705 319	-2 480 804
Réintégrations fiscales	243 204	653 606	896 810
Résultat fiscal	295 252	-299 568	-4 316
Taux d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Montant impôt société	98 417	-99 856	-1 439
IS intégration fiscale		-62 506	-62 506
IS crédit famille		-9 533	-9 533
Charge d'impôt	98 417	-171 895	-73 478

5 - ENGAGEMENTS

1 - Informations hors bilan

→ Sûretés réelles accordées sur autres emprunts

	CAPITAL RESTANT DÛ
Nantissement des parts de la SCI Espace au profit de Natixis en garantie d'un emprunt de 600 000 euros	64 300
Nantissement des actions de la SCI les Spirées au profit du Crédit Agricole en garantie d'un emprunt de 300 000 euros	63 404
Nantissement des parts de la SCI pour l'Europe au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 590 000 euros	253 431
au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 473 000 euros	283 800
TOTAL	664 935

2 - Engagements de crédit-bail

Néant.

1 - Autres engagements

→ Engagements donnés

Caution à CICOBAIL pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société Data One	2 016 136
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Data One	3 604 906
Caution donnée à la Société Générale pour le découvert autorisé à la société Data One	750 000
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagée à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Data One	300 000
Caution donnée à International Paper de garantir le règlement des achats de papier réalisés par Data One	400 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par La Parisienne de Routage	600 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	1 000 000
Caution donnée au Crédit Industriel Normandie qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	1 000 000
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Nord	600 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société Dinexis	4 819
Garanties données à des établissements financiers concernant des emprunts contractés par la société Diffusion Plus	1 031 909
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Gocad Services	6 258
Garanties données à des établissements financiers concernant des véhicules utilisés par Fidback	76 212
TOTAL	11 390 240

Engagement de la société Groupe Diffusion Plus en cas de révocation de la fonction de Directeur Général Délégué de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt-quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

→ Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de Droits Individuels à la Formation : droits acquis au titre du DIF : 1 264 heures.

→ Engagements reçus

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Data One avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.04.00	502 677
Conseil d'Administration du 27.10.00	304 898
Conseil d'Administration du 27.04.01	434 480
Conseil d'Administration du 30.10.01	235 000
Conseil d'Administration du 24.04.02	145 000
Conseil d'Administration du 30.10.02	930 000
Conseil d'Administration du 27.04.03	1 275 000
Conseil d'Administration du 25.08.03	15 000
Conseil d'Administration du 31.10.03	2 220 000
Conseil d'Administration du 29.04.04	710 000
Conseil d'Administration du 30.04.05	1 025 000
Conseil d'Administration du 31.10.05	1 270 000
Conseil d'Administration du 29.04.06	350 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	1 700 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	1 020 000
Conseil d'Administration du 30.04.08 Retour à meilleure fortune	-134 592
Conseil d'Administration du 31.10.08 Retour à meilleure fortune	-1 350 750
Conseil d'Administration du 30.04.09 Retour à meilleure fortune	-600 000
Conseil d'Administration du 01.09.09 Retour à meilleure fortune	-15 672
Conseil d'Administration du 31.10.09 Retour à meilleure fortune	-1 088 104
Conseil d'Administration du 30.04.10 Retour à meilleure fortune	-1 900 000
Conseil d'Administration du 08.07.10 Retour à meilleure fortune	-16 095
Conseil d'Administration du 31.10.10 Retour à meilleure fortune	-464 965
Conseil d'Administration du 30.04.11 Retour à meilleure fortune	-1 000 000
Conseil d'Administration du 08.07.11 Retour à meilleure fortune	-15 431
Conseil d'Administration du 01.09.11 Annulation partielle Retour / fortune	158 676
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	5 710 122

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Gocad Services avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 29.04.06	385 000
Conseil d'Administration du 31.10.06	255 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	497 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	615 000
Conseil d'Administration du 30.04.08	480 000
Conseil d'Administration du 31.10.08	480 000
Conseil d'Administration du 30.04.09	270 000
Conseil d'Administration du 31.10.09	420 000
Conseil d'Administration du 30.04.10	345 000
Conseil d'Administration du 31.10.10	290 000
Conseil d'Administration du 30.04.11 Retour à meilleure fortune	-17 705
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	4 019 295

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Nord sous Film avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 31.10.09	520 000
Conseil d'Administration du 30.04.10 Retour à meilleure fortune	-112 300
Conseil d'Administration du 31.10.10 Retour à meilleure fortune	-100 000
Conseil d'Administration du 30.04.11 Retour à meilleure fortune	-51 982
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	255 718

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Regroup'Eure avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.09.09	1 654 402
Conseil d'Administration du 31.10.09	340 000
Conseil d'Administration du 15.12.09	7 889
Conseil d'Administration du 01.09.10	395 000
Conseil d'Administration du 31.10.10	545 000
Conseil d'Administration du 29.04.11	220 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	3 162 291

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à La Parisienne de Routage avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.04.11	220 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	220 000

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Emissaires avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.04.11	50 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.11	50 000

Engagement de garantie de remboursement à première demande de Mr Guillaume Charles et François Brunet concernant les véhicules Fidback.

	76 212
--	--------

6 - RENSEIGNEMENTS DIVERS

1 - Ventilation du chiffre d'affaires

	FRANCE	ÉTRANGER	TOTAL
Prestations administratives et commerciales	3 359 243		3 359 243
Vente de produits annexes	530 129		530 129
Produits locatifs immobiliers	1 104 906		1 104 906
Produits locatifs mobiliers	44 038		44 038
TOTAL	5 038 316		5 038 316

2 - Rémunérations des organes de Direction et d'Administration

Organes de Direction et d'Administration (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société)	622 818
---	---------

3 - Consolidation

La société Groupe Diffusion Plus, société mère, consolide dans ses comptes par intégration globale les sociétés Diffusion Plus, Emissaires, La Parisienne de Routage, Data One, Nord sous Film, Gocad Services, Regroup'eure, Regroup'Nord, SCI Espace, SCI pour l'Europe, SCI Les Spirées, SCI Provence et SCI de la Grosse Remise.

4 - Engagements retraites

Les engagements en matière d'indemnités futures de départ en retraite sont partiellement couverts par la souscription d'un contrat d'assurance auprès du CIN, le complément fait l'objet d'une provision comptable à hauteur de 192 789 euros.

TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Au 30 avril	2007	2008	2009	2010	2011
I → SITUATION EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 019 600	2 019 600	2 019 600	1 820 940	1 513 895
Nombre d'actions émises	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 103 600	917 512
Nombre d'actions à créer					
II → RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 075 258	5 734 637	5 431 801	4 991 742	5 038 316
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	139 969	3 969 187	5 312 403	1 383 105	1 465 272
Impôt sur les bénéfices	- 760 663	89 541	- 337 878	325 990	-73 478
Participation des salariés					
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	- 1 346 987	2 616 962	1 050 046	2 279 745	1 653 155
Montant des bénéfices distribués (proposé par le Conseil d'Administration)	734 400	1 224 000	1 224 000	917 512	(917 512)
III → RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
Bénéfice après impôt et participation, mais avant amortissements et provisions	0,74	3,17	4,62	0,96	1,68
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	- 1,10	2,14	0,86	2,07	1,80
Dividende versé à chaque action (proposé par le Conseil d'Administration)	0,60	1,00	1,00	1,00	(1,00)
IV → PERSONNEL					
Nombre de salariés	13	16	15	15	15
Montant de la masse salariale	1 126 791	1 243 331	1 323 028	1 365 698	1 412 840
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	512 580	579 678	613 549	659 800	669 944

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 euros
Siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)
Siret n° 333.500.346.00031 / code APE 7010 Z

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 avril 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Groupe Diffusion Plus, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Nous avons notamment examiné les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations et plus particulièrement des titres de participation et des comptes de créances rattachées à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2011

Les commissaires aux comptes
Cécile SOURGET
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 euros
Siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)
Siret n° 333.500.346.00031 / code APE 7010 Z

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 30 avril 2011

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions ou engagements dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions ou engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

La description des conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice figure dans le tableau I.

2 - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application de l'article R.225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements figurant dans le tableau II, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées dans le tableau III du présent rapport.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2011

Les commissaires aux comptes
Cécile SOURGET
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

Tableau 1 - Conventions et engagements conclus au cours de l'exercice

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
EMISSAIRES	Abandon de créances consenties par la Société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société EMISSAIRES correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur du capital social, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur au capital social et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société EMISSAIRES.	30.04.2011	- 50 000
GOCAD SERVICES	Abandon de créances consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société GOCAD SERVICES correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur 120.000 euros, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur à ladite somme de 120.000 € et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société GOCAD SERVICES.	31.10.2010	-290 000
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Abandon de créances consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur du capital social, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur au capital social et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE.	30.04.2011	-220 000

Tableau 1 (bis) - Conventions et engagements conclus au cours de l'exercice

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
REGROUP'EURE	Abandons de créances consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société REGROUP'EURE correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur de 100.000 euros euros, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur à ladite somme de 100.000 € et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société REGROUP'EURE.	01.09.2010 31.10.2010 29.04.2011	-395 000 -545 000 -220 000
GOCAD SERVICES	Remboursements partiels d'abandon de créances par la société GOCAD SERVICES au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune.	30.04.2011	+17 705
NORD SOUS FILM	Remboursements partiels d'abandons de créances par la société NORD SOUS FILM au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune.	31.10.2010 30.04.2011	+100 000 +51 981
DATA ONE	Remboursements partiels d'abandons de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune.	31.10.2010 30.04.2011 08.07.2011 01.09.2011	+464 965 +1 000 000 +15 431 -158 676
FIDBACK	En octobre 2010, cession de la totalité des titres de la société FIDBACK et retrait de la société FIDBACK du contrat commercial et administratif conclu avec GROUPE DIFFUSION PLUS le 01.03.2008 pour la prise en charge de la promotion et du développement commerciale de la société Fidback, ainsi que l'organisation administrative et financière.	31.10.2010	

Tableau 2 - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
SCI LES SPIRÉES	Bail à construction : 24 ans à compter du 16.04.87, loyer annuel hors taxes de 11 532 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE. Bail à construction expiré le 15/04/2011.	04.04.87	-11 080
SCI POUR L'EUROPE	Bail à construction : 24 ans à compter du 01.06.88, loyer annuel hors taxes de 10 671 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 4e trimestre 1987 : 890 points).	28.04.88	-18 051
DIFFUSION PLUS	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société DIFFUSION PLUS, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : → refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. → 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+1 159 000
EMISSAIRES	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société EMISSAIRES, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : → refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. → 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par EMISSAIRES. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+125 000
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : → refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. → 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par LA PARISIENNE DE ROUTAGE. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+125 000

Tableau 2 (bis) - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
DATA ONE	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société VARIDIFF, qui est devenue la société DATA ONE, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> → refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. → 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DATA ONE <p>Date d'effet : 01.04.99</p>	15.02.99	+1 090 000
DATA ONE	<p>Bail de sous-location consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société DATA ONE portant sur les locaux situés à Aix-en-Provence (13), Parc d'activités de Pichaury, pour une durée de 9 ans à compter du 01.07.2006, prévoyant la refacturation d'un loyer augmenté de la TVA, du remboursement de l'impôt foncier, des charges locatives et le versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 31.012 euros. Ledit loyer étant payable trimestriellement et d'avance et révisable en fonction de l'Indice National du Coût de la Construction.</p> <p>Date d'effet : 28.06.2006</p>	16.06.2006	-139 433
NORD SOUS FILM	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société NORD SOUS FILM, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> → refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. → 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par NORD SOUS FILM. <p>Date d'effet : 01.08.02</p>	14.10.02	+117 000

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
REGROUP'EURE	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société REGROUP'EURE, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <p>→ Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</p> <p>→ 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par REGROUP'EURE</p> <p>Date d'effet : 01.10.09</p>	01.10.2009	+115 000
REGROUP'NORD	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société REGROUP'NORD, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <p>→ Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</p> <p>→ 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par REGROUP'NORD</p> <p>Date d'effet : 01.10.09</p>	01.10.2009	+93 000
FIDBACK	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société FIDBACK, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <p>→ Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</p> <p>→ 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par FIDBACK</p> <p>Date d'effet : 01.03.08</p>	01.03.2008	+24 000
GOCAD SERVICES	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société GOCAD SERVICES, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <p>→ Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</p> <p>→ 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par GOCAD SERVICES</p> <p>Date d'effet : 03.01.05</p>	03.01.2005	+317 000
GOCAD SERVICES	<p>Bail de sous-location consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société GOCAD SERVICES portant sur les locaux situés à Sèvres (92), 2 avenue de la Cristallerie, pour une durée de 9 ans à compter du 3 juillet 2007, prévoyant la refacturation du loyer annuel augmenté de la TVA, du remboursement de l'impôt foncier au prorata de la superficie loué et des charges locatives. Ledit loyer étant payable trimestriellement et d'avance et révisable en fonction de l'Indice National du Coût de la Construction.</p>	03.07.2007	+110 299

Tableau 2 (ter) - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
Daniel FERRAND Et Philippe MISEREY	Engagement de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, en cas de révocation de la fonction de directeur général de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt-quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.	17.12.01	Néant
REGROUP'EURE	Confirmation de la nature et des conditions dans lesquelles certaines conventions Inter-Groupe au profit de la société Regroup'Nord seront considérées comme des conventions courantes conclus a des conditions normales (transactions sur immobilisations, services financiers...).	01.10.2009	
REGROUP'NORD	Confirmation de la nature et des conditions dans lesquelles certaines conventions Inter-Groupe au profit de la société Regroup'Nord seront considérées comme des conventions courantes conclus a des conditions normales (transactions sur immobilisations, services financiers...).	01.10.2009	
SCI POUR L'EUROPE	Résiliation anticipée du bail à construction au plus tard le 31 Août 2011, sous conditions suspensives de la réalisation effective et définitive de la cession par la SCI POUR L'EUROPE de l'ensemble immobilier au profit de Monsieur Foresto, moyennant une indemnité par la SCI POUR L'EUROPE au profit de GROUPE DIFFUSION PLUS, d'une indemnité égale au montant des loyers qui aurait dû être versé par la société DINEXIS à cette dernière, entre la date de la réalisation du bail commercial et celle du bail à construction, sur la base du dernier loyer versé par la société DINEXIS et déduction faite du loyer dû par la société GROUPE DIFFUSION PLUS à la SCI POUR L'EUROPE jusqu'à l'échéance conventionnelle initiale du bail à construction.	07.09.2009	

Tableau 2 (quater) - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

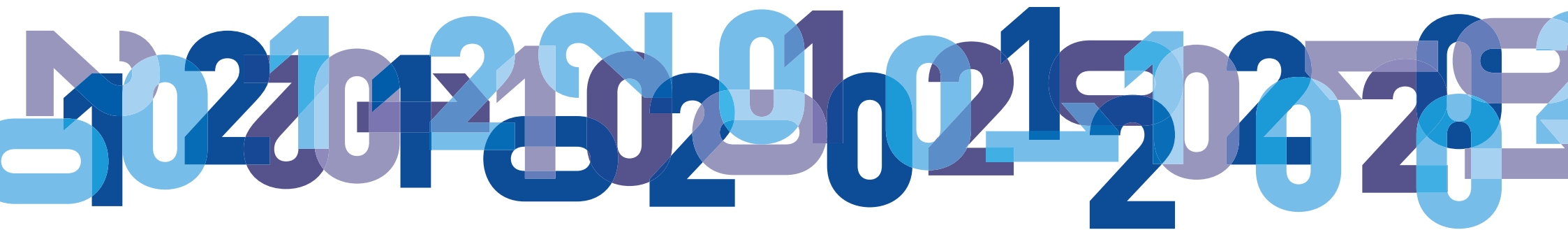
SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société GOCAD SERVICES, avec clause de retour à meilleure fortune :	29.04.06	-385 000
		31.10.06	-255 000
		30.04.07	-497 000
		31.10.07	-615 000
		30.04.08	-480 000
		31.10.08	-480 000
		30.04.09	-270 000
		31.10.09	-420 000
		30.04.10	-345 000
DATA ONE	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société DATA ONE, avec clause de retour à meilleure fortune :	30.04.00	-502 677
		27.10.00	-304 898
		27.04.01	-434 480
		30.10.01	-235 000
		24.04.02	-145 000
		30.10.02	-930 000
		27.04.03	-1 275 000
		25.08.03	-15 000
		30.10.03	-2 220 000
		29.04.04	-710 000
		30.04.05	-1 025 000
		31.10.05	-1 270 000
		29.04.06	-350 000
		30.04.07	-1 700 000
31.10.07	-1 020 000		
DATA ONE	Remboursements partiels d'abandons de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune :	30.04.08	+134 592
		31.10.08	+1 350 750
		30.04.09	+600 000
		01.09.09	+15 672
		31.10.09	+1 088 104
		30.04.10	+1 916 095
REGROUP'EURE	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société REGROUP'EURE, avec clause de retour à meilleure fortune :	09.10.09	-1.654 402
		31.10.09	-340 000
		31.10.09	-7 889
NORD SOUS FILM	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société NORD SOUS FILM, avec clause de retour à meilleure fortune :	31.10.09	-520 000
NORD SOUS FILM	Remboursement partiel d'abandon de créances par la société NORD SOUS FILM au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS d'une somme de 122.30 euros correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune au 30.04.2010.	30.04.09	+112 300

Tableau 3 - Personnes concernées par les conventions et engagements réglementés

ADMINISTRATEUR CONCERNÉ ET FONCTION OCCUPÉE			
SOCIÉTÉ	WILLIAM MÉRIEL	PHILIPPE MISEREY	DANIEL FERRAND
DIFFUSION PLUS	Président	Directeur Général	Directeur Général
EMISSAIRES	Président	Directeur Général	Directeur Général
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Président	Directeur Général	
DATA ONE	Gérant		
NORD SOUS FILM	Président	Directeur Général	Directeur Général
MAILTEC DIFUSION	Administrateur unique		
SCI LES SPIREES	Gérant		
SCI POUR L'EUROPE	Gérant		
GOCAD SERVICES	Président		
FIDBACK	Président		
REGROUP'EURE	Président		
REGROUP'NORD	Président		

sommaire rapports et informations

- 89 renseignements généraux
- 90 rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne
- 95 rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration
- 96 rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital par annulation d'actions proposée à l'Assemblée Générale mixte du 25 octobre 2011
- 97 liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois
- 97 informations relatives aux OPA



IDENTITÉ

GROUPE DIFFUSION PLUS

Dénomination sociale : SA GROUPE DIFFUSION PLUS

Siège social : RN 154 - 27930 NORMANVILLE

Forme juridique : Société Anonyme

RCS : Evreux B 333 500 346

Code APE : 7010 Z

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Objet social

La société a pour objet :

→ Toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rapportant à la mise sous enveloppe et sous film rétractable ou non, au pliage, assemblage, encartage, travaux manuels et colisage, timbrage et routage suivant la réglementation postale, routage, massicotage de tous documents et la gestion de fichiers ainsi qu'à l'étude, la conception, l'impression et la fabrication de tous supports de diffusion et de conditionnements,

→ La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet,

→ La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, la constitution de tous portefeuilles de valeurs de bourse, l'administration, la gestion et la mise en valeur de biens ainsi acquis ou constitués,

→ La propriété, l'administration et l'exploitation de tous immeubles, de tous biens et droits immobiliers quelconques.

Durée de la société

99 ans à compter de l'immatriculation au RCS, soit jusqu'au 02.10.2084.

Exercice social

Du 1^{er} mai au 30 avril.

Capital social

→ Montant : 1.513.894,80 euros

→ Nombre d'actions : 917.512

→ Nominal des actions : 1,65 euros

→ Forme des actions : nominative ou au porteur

→ L'Assemblée Générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE - EXERCICE 2010-2011

1 - Introduction

Le présent rapport est établi conformément aux dispositions de l'article L.225.37 du Code de Commerce.

Il vous expose les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration durant l'exercice 2010-2011 et vous informe des procédures de contrôle interne mises en place dans notre société.

Par ailleurs, conformément à l'article L.225.235, les commissaires aux comptes présentent, dans un rapport joint, leurs observations pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de la société.

2 - Rémunération et avantages accordés aux mandataires sociaux

Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :

- **rémunération fixe** : compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;
- **rémunération variable** : une prime de bilan est octroyée. Directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales, elle est calculée à la clôture ;
- **avantages en nature** : concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;
- **stocks options** : il n'a jamais été mis en place de tel plan ;
- **autres** : les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyance - indemnités de départ à la retraite) ;
- les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à vingt-quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;
- les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

MERIEL William Président Directeur Général	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	190 800	190 800	190 800	190 800
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	3 796	3 796	7 419	7 419
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAL	208 085	208 085	211 898	211 898

FERRAND Daniel Directeur Général Délégué	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	19 401	20 043	17 614	19 401
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	5 580	5 580	5 580	5 580
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAL	203 433	204 075	201 836	203 623

MISEREY Philippe Directeur Général Délégué	exercice 2009-2010		exercice 2010-2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	17 293	19 926	17 412	17 293
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	9 733	9 733	11 362	11 362
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
TOTAL	205 478	208 111	207 416	207 297

3 - Travaux du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé de trois administrateurs :
→ Monsieur William MERIEL - Président du Conseil d'Administration et Directeur Général
→ Madame Mauricette MERIEL
→ Monsieur Philippe MISEREY - Directeur Général Délégué

Monsieur Daniel FERRAND, Directeur Général Délégué (non administrateur) est invité régulièrement à participer aux réunions du Conseil d'Administration.
Le Conseil d'Administration s'est réuni très régulièrement au cours de l'exercice.
La totalité des décisions du Conseil d'Administration a été adoptée à l'unanimité.
Le Conseil d'Administration n'a apporté aucune limitation aux pouvoirs du Directeur Général.
Les administrateurs ne bénéficient pas de jetons de présence.
Compte tenu de la composition du Conseil d'Administration, nous n'appliquons pas le code de gouvernance AFEP/MEDEF.

4 - Le comité de direction

Le comité de direction est composé du Président Directeur Général, des Directeurs Généraux délégués de la société mère ainsi que des responsables des principales filiales.
Il se réunit une fois par mois sauf au mois d'août.
Il arrête les budgets de chaque société du Groupe. Il examine les comptes mensuels de chaque société et analyse les écarts entre les prévisions et les réalisations.
Tous les sujets sont abordés par ce comité et plus particulièrement la synergie entre les sociétés.
Organe de contrôle du groupe, il exerce également un rôle important dans l'élaboration de la stratégie.

5 - Le contrôle de gestion

Le service du contrôle de gestion, intégré dans la société mère a pour mission :
→ d'élaborer avec les directions opérationnelles les budgets des sociétés filiales, de les consolider et d'assurer la cohérence des informations.
→ d'assister le management opérationnel dans le suivi de l'exécution du budget.
→ de contrôler la réalisation du budget d'investissements.
→ de fournir au comité de direction une synthèse de ses travaux.
→ de réaliser toute étude ponctuelle.
→ de proposer des actions en vue de l'optimisation des coûts.

6 - Les conseils extérieurs

Compte tenu de la taille et des besoins du Groupe un certain nombre de fonctions sont externalisées :

- juridique
- fiscale
- contentieux

7 - Le contrôle externe

L'organisation interne est complétée par l'intervention des commissaires aux comptes, qui contrôlent les comptes sociaux et les comptes consolidés semestriels et annuels du Groupe.

8 - Les procédures de contrôle relatives à la fiabilité des informations financières

8.1 Principes et normes comptables du Groupe

8.1.1 → Comptes sociaux

Les conventions générales comptables appliquées sont conformes aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable.

8.1.2 → Comptes consolidés

Les comptes consolidés publiés pour l'exercice 2010-2011 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS ont été appliquées avec effet rétroactif au 1^{er} mai 2004.

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes à la même date.

8.2 → Procédures d'établissement et de contrôle des comptes

Les sociétés du Groupe utilisent le logiciel SAP, qui permet d'atteindre un meilleur niveau de sécurité dans les procédures internes des cycles de ventes, d'achats, de trésorerie et de gestion du personnel.

Le domaine commercial et la facturation fonctionne en intégration dans SAP via le module des ventes pour les principales sociétés du Groupe.

Les comptes consolidés sont établis à partir des données saisies localement dans chaque entité conformément aux normes du Groupe.

Les données locales incluant un bilan, un compte de résultat et une annexe sont établies selon un plan de compte unique.

Les données des filiales sont vérifiées par les services comptables et contrôle de gestion du Groupe.

9 - Risques

9.1 Risques inhérents à l'activité

→ Cyclicité de l'activité

Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.

En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10 % de l'activité annuelle.

Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9% de l'activité.

Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8% de l'activité.

Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5% de l'activité annuelle.

→ Risque de concurrence

L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.

De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.

Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney-OCE).

L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.

Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.

La Poste compte tenu de sa maîtrise de la distribution du courrier, en l'absence de solutions alternatives, devrait devenir un concurrent très sérieux.

→ Risque réglementaire

A part la libération du marché postal au 1^{er} janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré. Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.

La POSTE doit, à compter du 01.10.2011, appliquer la TVA sur son offre hors service universel. Pour nos activités cela concernera le produit Destinéo qui est utilisé pour la majorité des envois de courriers publicitaires. Les clients non récupérateurs de TVA seront donc pénalisés.

Toutefois une nouvelle offre entrant dans le service universel et donc non soumise à la TVA doit permettre d'atténuer cet inconvénient.

→ Risque environnemental

Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement.

Par contre, elle est très utilisatrice de papier.

Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.

→ Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants

A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.

Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox,...) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent (OCE repris par Canon) ou par des fonds (Bowe systec repris par Axentum Capital AG et BUHRS repris par Solo Capital NV et Value 8 NV).

9.2 Risques propres au groupe

→ Risques de taux :

La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux.

Concernant les emprunts au 30.04.11, nous avons 3,04 M€ d'en-cours indexés sur l'Euribor 3 mois.

→ Risques pays :

L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.

→ Risques de change :

La totalité du chiffre d'affaires et des achats est libellé en euros.

→ Risques de crédit et de contrepartie :

Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant.

La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.

→ **Risques clients :**

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 8,7 % du chiffre d'affaires consolidé. Les dix premiers clients représentent 31,5%.
Le Groupe n'a pas souscrit de contrat d'assurance spécifique.

→ **Risques juridiques :**

Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

→ **Risques de liquidités :**

Au 30.04.11, la dette financière s'élève à 15,48 M€ dont 14,65 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit.
Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.
Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,24 M€.
Le Groupe n'a pas mobilisé son poste client au cours du dernier exercice.
Au 30.04.11, la trésorerie s'élève à 4,95 M€.
La marge brute d'autofinancement est de 11,81 M€.

→ **Risques sur actions :**

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.
Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.
Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

9.3 Assurances

Les sociétés Diffusion Plus et Data One bénéficient de contrats d'assurances propres. Les autres sociétés bénéficient d'un contrat d'assurance groupe. L'ensemble de ces contrats est souscrit auprès de la compagnie Allianz.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- multirisques (matériels, marchandises, bâtiments)
- responsabilité civile exploitation
- responsabilité civile professionnelle
- perte d'exploitation
- responsabilité des dirigeants
- déplacements professionnels et automobiles

Concernant plus particulièrement Diffusion Plus, son contrat d'assurances multirisques inclus :

- les bâtiments pour une valeur de 31.151.335 euros avec une franchise de 10% en valeur à neuf,
- le mobilier et les matériels pour une valeur de 44.542.765 euros avec une franchise de 10% en valeur à neuf,
- la perte d'exploitation de 23.820.691 euros avec une franchise de 3 jours ouvrés et une durée d'indemnisation de 12 mois,
- les marchandises et travaux en cours pour 8.971.783 euros.

Le sinistre subi par Diffusion Plus en décembre 2010 est partiel.

Fait à Normanville, le 8 septembre 2011
William Mériel
Président du Conseil d'Administration

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 euros
Siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)
Siret n° 333.500.346.00031 / code APE 7010 Z

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ GROUPE DIFFUSION PLUS POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE IN- TERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Exercice clos le 30 avril 2011

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société GROUPE DIFFUSION PLUS et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30/04/2011.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
 - d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.
- Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2011

Les commissaires aux comptes
Cécile SOURGET
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Pascal THIBAULT
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

GRUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 euros
Siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)
Siret n° 333.500.346.00031 / code APE 7010 Z

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA REDUCTION DU CAPITAL PAR ANNULLATION D' ACTIONS PROPOSEE A L' ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 OCTOBRE 2011

Exercice clos le 30 avril 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Groupe Diffusion Plus et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-209, al.4 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 1.5% de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L.225-209, al.4 du code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre assemblée générale et serait donnée pour une période de 18 mois.

Votre conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de 24 mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses actions propres, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci, ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2011

Les commissaires aux comptes
Cécile SOURGET
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

LISTE DES INFORMATIONS PUBLIÉES OU RENDUES PUBLIQUES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 451-1-1 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET DE L'ARTICLE L. 221-1-1 DU RÉGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF.

Nature des informations	Date de publication	Référence des publications ou Diffusion
Avis de convocation AG du 25.10.11	16.09.11	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre exercice 2010.2011	14.09.11	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Chiffre d'affaires annuel - exercice 2010.2011	15.06.11	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre - exercice 2010.2011	15.03.11	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Résultats 1 ^{er} semestre - exercice 2010.2011	03.03.11	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Bilan annuel contrat de liquidité 2010	10.01.11	Wire Reginfo - AMF
Communiqué suite sinistre Diffusion Plus	22.12.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires 2 ^{ème} trimestre- exercice 2010.2011	15.12.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Comptes annuels exercice 2009.2010	21.10.10	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Résultats exercice 2009.2010	05.10.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Avis de convocation AG du 27.10.10	20.09.10	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPA - LOI 2006-387 DU 31 MARS 2006 - ART L225 -100-3

Structure du capital au 01.07.11

	Nombre de titres	%	Droits de vote	%
Mériel William	674 736	73,54	1 149 336	74,16
Ferrand Daniel	186 033	20,28	345 183	22,27
Miserey Philippe	2 991	0,33	2 993	0,19
Mériel Mauricette	240	0,02	480	0,03
Autocontrôle	995	0,11		
Contrat de liquidité	217	0,02		
Financière de l'échiquier	40 625	4,43	40 625	2,62
Divers public	11 675	1,27	11 680	0,75
	917.512	100	1 550 297	100

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L233-11 :

Sans objet.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 :

La société n'est pas contrôlée directement ou indirectement par une société par actions.

Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description (au 29.04.11) :

L'Assemblée Générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans. Les actionnaires concernés sont les suivants :

Mériel William	474 600 actions
Ferrand Daniel	159 150 actions
Miserey Philippe	2 actions
Mériel Mauricette	240 actions
Oddo Asset Management	5 actions

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat de personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier :

Sans objet.

Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote :

Aucun accord de ce type n'existe à notre connaissance.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société :

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix huit au plus.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante quinze ans ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'Administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

L'Assemblée Générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts. L'Assemblée Générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le Conseil d'Administration.

Pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier sur l'émission ou le rachat d'actions :

Les pouvoirs du Conseil d'Administration ne sont pas limités par les statuts.

L'Assemblée Générale du 27.10.10 a donné au Conseil d'Administration les pouvoirs suivants :

Rachat d'actions :

- le Conseil d'Administration pourra faire acquérir à la société ses propres actions dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social soit 45.875 actions.
- le prix minimal d'achat par action est de 35 euros.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 26.04.12.

Réduction du capital social :

→ le Conseil d'Administration pourra annuler en une ou plusieurs fois, les actions de la société détenues par celle-ci, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 26.10.12.

Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts :

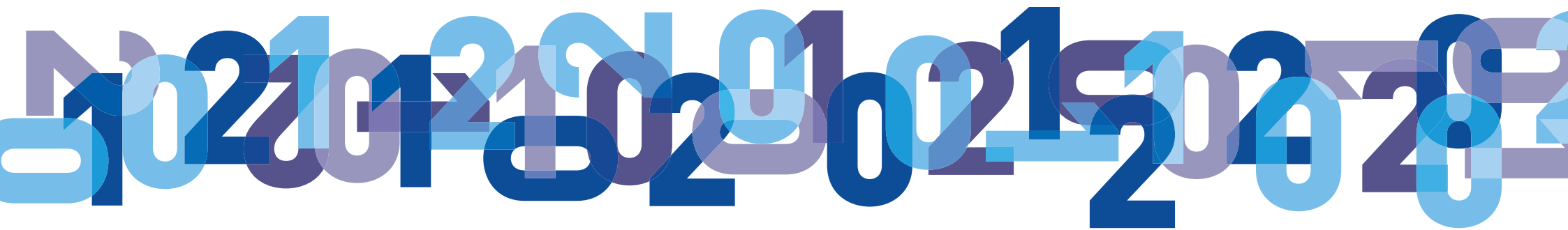
En cas de changement dans le management de la société, Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe pourraient, en cas de départ, percevoir une somme égale à vingt-quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique :

La société s'est engagée en cas de révocation de la fonction de Directeur Général Délégué de Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe, ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt-quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Monsieur PIERRE Stéphane, Directeur Général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze (12) mois de rémunération brute mensuelle de base.

ordre du jour et textes des résolutions



ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 25 OCTOBRE 2011

ORDRE DU JOUR

À la majorité ordinaire

- Présentation des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion établis par le Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 30 avril 2011 ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission, et sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions ;
- Affectation du résultat ;
- Distribution de dividendes aux actionnaires ;
- Renouvellement du mandat de tous les membres du Conseil d'Administration ;
- Renouvellement du mandat d'un co-commissaire aux comptes titulaire ;
- Renouvellement du mandat d'un co-commissaire aux comptes suppléant.
- Renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce donnée par l'Assemblée Générale du 27 octobre 2010 ; pouvoirs au Conseil d'Administration ;
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

À la majorité extraordinaire

- Modification de la date de clôture de l'exercice social ;
- Modification statutaire consécutive ;
- Autorisation au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation des actions acquises dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce ; présentation du rapport des commissaires aux comptes ; pouvoirs au Conseil d'Administration ;
- Pouvoirs pour effectuer les formalités ;

TEXTE DES RÉSOLUTIONS

À la majorité ordinaire

→ Première résolution - Approbation des comptes sociaux

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 30 avril 2011, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 1.653.155,43 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration et aux Directeurs Généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Elle approuve enfin le montant global s'élevant à 21.687 euros, des dépenses et charges non déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts et celui de l'impôt correspondant s'élevant à 7.228 euros.

→ Deuxième résolution - Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 30 avril 2011 approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 1.590.315,70 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration et aux Directeurs Généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

→ Troisième résolution - Convention visées aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve chacune des conventions relatées dans ce rapport.

→ Quatrième résolution - Affectation du résultat - Distribution de dividendes

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de :

	1 653 155,43 euros
→ à la distribution de dividendes aux actionnaires :	917 512,00 euros
→ et le solde soit :	735 643,43 euros

sur le compte de réserve facultative

Le dividende revenant à chaque action s'élève à 1 euro. Il sera mis en paiement le 3 novembre 2011.

La date de détachement du dividende est fixée au 31 octobre 2011.

La date à l'issue de laquelle seront arrêtées les positions qui, après dénouement bénéficieront de la mise en paiement, est fixée au 2 novembre 2011.

Ce dividende sera soumis :

- au prélèvement libératoire de 19 % chez les actionnaires déclarant opter expressément pour ledit prélèvement libératoire ;
- au barème progressif de l'impôt sur le revenu et affecté d'un abattement de 40 % avant imposition, chez les actionnaires personnes physiques n'ayant pas opté pour le prélèvement libératoire ;
- au paiement à la source des prélèvements sociaux chez les actionnaires personnes physiques ayant opté ou non pour le prélèvement libératoire.

Il est rappelé que :

- le prélèvement libératoire de 19 % devra être déclaré et payé par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende ;
- les prélèvements sociaux devront être déclarés et payés par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende.

L'Assemblée Générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois précédents exercices, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % pour les distributions mises en paiement à compter du 1^{er} janvier 2008 ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Eligible à l'abattement	Revenu réel
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2008 - 2009	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2009 - 2010	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, sera reclassée en réserve facultative.

→ Cinquième résolution - Renouvellement du mandat de tous les membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale renouvelle pour une période de six années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, le mandat de tous les membres du Conseil d'Administration à savoir :

- Monsieur William MERIEL,
- Monsieur Philippe MISEREY,
- Madame Mauricette MERIEL.

→ Sixième résolution - Renouvellement du mandat d'un co-commissaire aux comptes titulaire

L'Assemblée Générale renouvelle, à compter de l'exercice actuellement en cours, le mandat d'un co-commissaire aux comptes titulaire de la société SCOGEX lequel viendra à expiration lors de la tenue de l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes du 6^{ème} exercice.

→ Septième résolution - Renouvellement du mandat d'un co-commissaire aux comptes suppléant

L'Assemblée Générale renouvelle, à compter de l'exercice actuellement en cours, le mandat d'un co-commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Philippe MONGAUZE pour la durée du mandat du commissaire aux comptes titulaire, qui exercera, le cas échéant, ces fonctions pour le temps restant à courir du mandat du titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

→ Huitième résolution - Renouvellement de l'autorisation au Conseil d'Administration en vue de permettre à la société d'intervenir sur ses propres actions

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration autorise, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce, le Conseil d'Administration à faire acheter par la société ses propres actions de la société dans les conditions suivantes :

- prix maximal d'achat par action : 35 Euros (hors frais d'acquisition) ;
- le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 1,5 % du nombre d'actions composant le capital social soit 13.763 actions, le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 481.705 euros.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

La présente autorisation a pour objet d'annuler ces actions.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente Assemblée Générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 24 Avril 2013, et annule et remplace la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure

tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

→ **Neuvième résolution - Pouvoir pour formalité**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.

À la majorité extraordinaire

→ **Dixième résolution - Modification de la date de clôture de l'exercice social**

L'Assemblée Générale décide de fixer de façon définitive au 31 décembre de chaque année, au lieu du 30 avril, la date de clôture de l'exercice social et pour la première fois le 31 décembre 2012.

Les comptes de l'exercice social actuellement en cours ouvert le 1^{er} mai 2011 seront donc clos le 31 décembre 2012 après une période exceptionnelle de 20 mois.

L'exercice suivant sera ouvert le 1^{er} janvier 2013 et sera clos le 31 décembre 2013 après une période de 12 mois.

→ **Onzième résolution - Modification consécutive des statuts**

L'Assemblée Générale décide, compte tenu de la décision visée à la dixième résolution, de modifier l'article 5 des statuts comme suit :

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE - ANNEE SOCIALE

- 1) La durée de la société est fixée à 99 années à compter du 2 Octobre 1985 sauf prorogation ou dissolution anticipée.
- 2) Chaque année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

→ **Douzième résolution - Autorisation du Conseil d'Administration en vue de réduire le capital de la société**

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.225-209 du Code de Commerce, et pour une durée de 24 mois à compter de la présente assemblée à :

- annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les actions de la société détenues par celle-ci au titre de la mise en oeuvre des plans de rachats décidés par la société, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- constater la réalisation de la ou des réductions de capital, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires ;
- déléguer tous pouvoirs nécessaires à la mise en oeuvre de ses décisions, le tout conformément aux dispositions légales en vigueur lors de l'utilisation de la présente autorisation.

→ **Treizième résolution - Pouvoirs pour formalités**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.



Groupe Diffusion Plus

Hameau de Caër - 27930 Normanville

tél 02 32 77 80 80 - fax 02 32 77 80 00

www.diffusionplus.net

SA au capital de 1 513 894,80 euros

RCS EVREUX 333 500 346